

# **SUR LE CHEMIN DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE**

Huit années de marché commun  
charbon-acier



SERVICE DU PORTE-PAROLE DE LA HAUTE AUTORITÉ  
DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

**Luxembourg**

**SUR LE CHEMIN  
DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE**

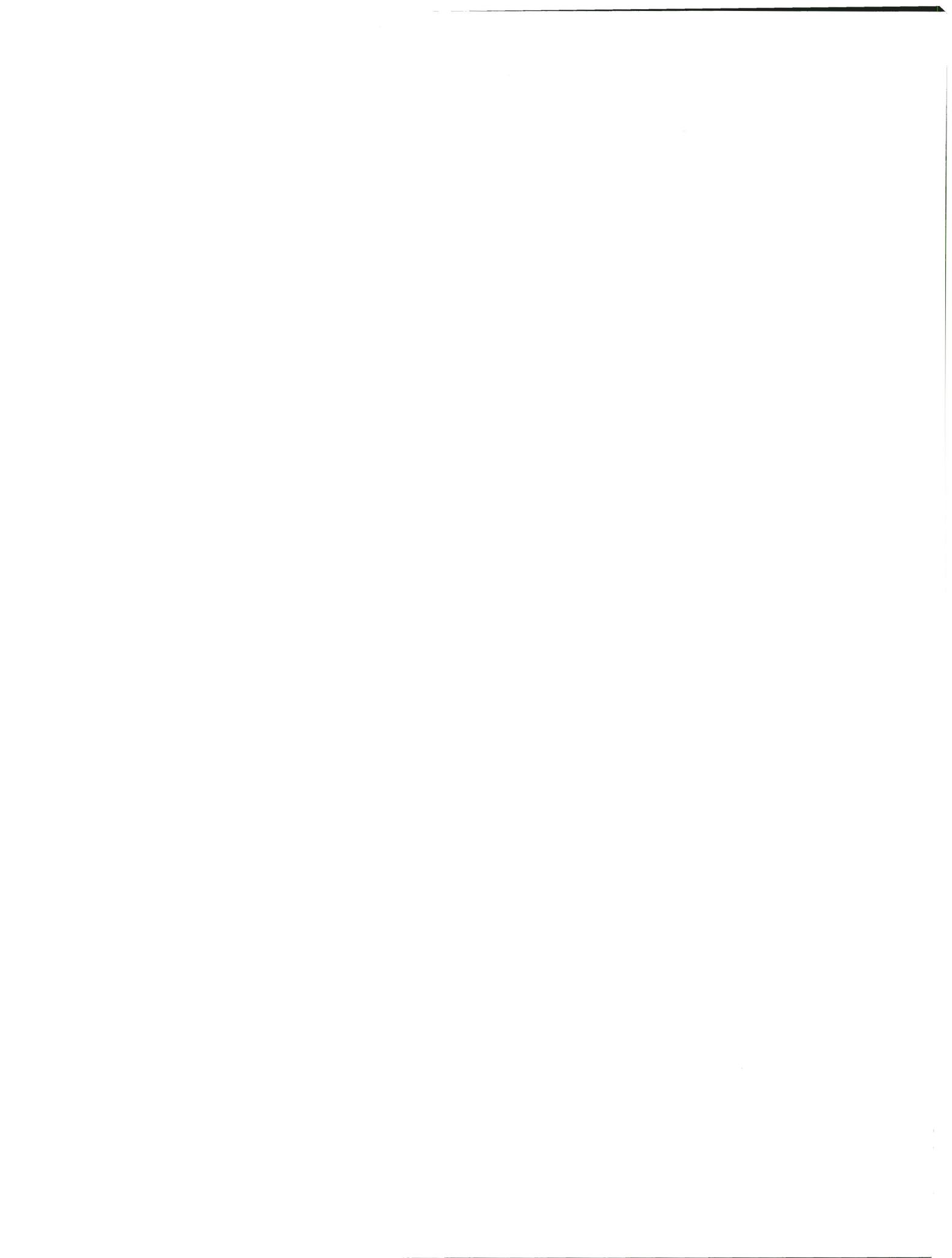
SERVICE DE PRESSE ET D'INFORMATION  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

**Bruxelles et Luxembourg**

Ce texte est un tiré à part d'un article du prof. Rolf Wagenführ, Directeur général de l'Office statistique des Communautés européennes, paru dans «Informations statistiques, n° 1/1961, janvier-mars».

## SOMMAIRE

	Pages
Huit années de marché commun du charbon et de l'acier :	
1) Accroissement de la production . . . . .	5
2) Accroissement des échanges . . . . .	10
3) Conjoncture mieux équilibrée . . . . .	13
4) Redistribution régionale des échanges : approvisionnement plus rationnel . . . . .	18
5) « Harmonisation graduelle dans le progrès » dans le domaine économique . . . . .	22
Harmonisation dans le progrès dans le domaine social . . . . .	25
Pas d'autarcie — Une Communauté ouverte . . . . .	33
Résumé . . . . .	41



# SUR LE CHEMIN DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

## Huit années de marché commun du charbon et de l'acier

En 1956 — le marché commun du charbon et de l'acier avait moins de 4 ans — la Haute Autorité publia une brochure <sup>(1)</sup> qui devait faire connaître sommairement les premiers résultats apparents de cette intégration. Nous allons tenter, dans la présente publication, de revoir les déclarations et affirmations provisoires formulées à l'époque, afin de vérifier la persistance des progrès que nous avons constatés, de déterminer les secteurs où la situation a connu une évolution différente de celle que nous avons prévue, et de faire l'inventaire de nos connaissances nouvelles.

Dans la brochure de 1956, l'intégration économique et les facteurs qui permettent de reconnaître ses progrès étaient définis comme suit :

« Par intégration économique on entend un processus de coopération et de mise en commun tendant à développer autant que possible l'économie par une meilleure utilisation des ressources naturelles, par une organisation rationnelle de la production et des échanges, en vue de relever sensiblement le niveau de vie, but de toute activité économique.

» Ces aspirations fondamentales — production accrue et plus rationnelle, meilleure distribution et augmentation de la consommation — s'accompagnent, en règle générale, de l'idée qu'il est nécessaire d'éviter de fortes fluctuations économiques, c'est-à-dire, de parvenir à un développement aussi régulier que possible de l'économie en évitant des crises sérieuses.

» Sans vouloir entrer dans les détails, nous pouvons affirmer qu'une économie en voie d'intégration sera marquée par une augmentation de la production et de la productivité, et par une division accrue du travail, c'est-à-dire par des échanges plus actifs.

» Considérée à court terme, elle sera caractérisée par une certaine tendance des fluctuations conjoncturelles à s'atténuer, ce qui notamment pourra être constaté dans les modifications géographiques des courants d'échanges qui interviendront.

» A moyen et long terme, elle révélera des tendances à la disparition des différences actuelles enregistrées dans les niveaux de production et de consommation — tendances qui devront également être vérifiées dans le domaine social, comme conséquence de l'intégration. »

Comment se présente donc la situation dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier lorsqu'on suit son évolution de 1952 à nos jours?

### 1) **Accroissement de la production**

D'après la brochure précitée, la Communauté européenne du charbon et de l'acier avait, dès 1955, atteint des chiffres records de production. De 100, en 1952, l'indice de production des trois produits de base (charbon, minerai de fer et acier brut) est passé à 115 en 1955.

---

<sup>(1)</sup> *Sur le chemin de l'intégration européenne, premiers résultats pour le charbon et l'acier.*

Les chiffres du tableau ci-après montrent que cette évolution s'est poursuivie jusqu'à ce jour. L'indice de production qui maintenant, contrairement aux calculs antérieurs, tient compte aussi de la collecte intérieure de ferraille, a atteint en 1960 le chiffre 135 (indice 100 en 1952).

**Production de charbon, acier brut,  
et minerai de fer, ainsi que la consommation de ferraille, dans la Communauté, de 1952 à 1960**

Année	Charbon	Acier	Minerai de fer	Ferraille
	En millions de tonnes			
1952	238,9	41,8	65,3	20,7
1953	237,0	39,7	66,2	18,4
1954	241,7	43,8	65,0	21,8
1955	246,4	52,7	76,0	25,1
1956	249,1	56,8	80,7	27,5
1957	247,9	59,8	87,5	28,9
1958	246,4	58,0	87,1	27,0
1959	234,9	63,2	88,4	28,7
1960	233,9	72,8	95,9	33,0

En 1952, la valeur de la production des industries de la Communauté a été estimée à environ 5,5 milliards de dollars. Sur la base des prix de 1952, la production, en 1960, peut être évaluée à environ 7,5 milliards de dollars.

Ces moyennes ne fournissent évidemment pas une information complète. En réalité, la production charbonnière s'est heurtée à de grandes difficultés, tandis que la production d'acier brut et de minerai de fer ainsi que la collecte intérieure de ferraille ont augmenté à un rythme de loin supérieur à la moyenne.

Comparée à celle de 1952, la situation se présente ainsi en 1960 :

Le niveau de la production houillère n'a pratiquement pas changé depuis 1952, année de démarrage du plan Schuman. En 1960, avec 234 millions de tonnes au total, la production n'était inférieure que d'environ 5 millions de tonnes à celle de 1952. Ce fléchissement est dû en premier lieu aux profondes modifications structurelles du secteur énergétique dans le monde entier. Les progrès réalisés par d'autres sources d'énergie ont entraîné l'industrie charbonnière dans des processus de reconversion qui ne sont pas encore arrivés à leur terme et ont arrêté l'expansion de la production. De plus, les économies dans le domaine de la consommation spécifique d'énergie ont progressé. Remarquons, à ce sujet, que dans cet autre grand pays producteur de houille qu'est la Grande-Bretagne, la production a, par rapport à 1952, beaucoup plus diminué que dans la Communauté (de 230 à 197 millions de tonnes) et qu'aux États-Unis d'Amérique, plus grand pays producteur de houille du monde occidental, elle a diminué de 70 millions de tonnes (388 contre 458).

De 1952 à 1960, la production d'acier brut de la Communauté a augmenté d'environ 31 millions de tonnes, c'est-à-dire d'un tonnage représentant le double de la production allemande d'acier brut en 1952.

La production de minerai de fer s'est accrue, dans la même période, d'environ 31 millions de tonnes, tonnage représentant à peu près la production totale de la France en 1952. Or, ne l'oublions pas, la France est le plus grand producteur de minerai brut de la Communauté.

De 1952 à 1960, la consommation de ferraille a augmenté d'environ 12 millions de tonnes sans que la Communauté ait dû recourir à des importations excessives, sauf pendant les années de pointe 1955-58.

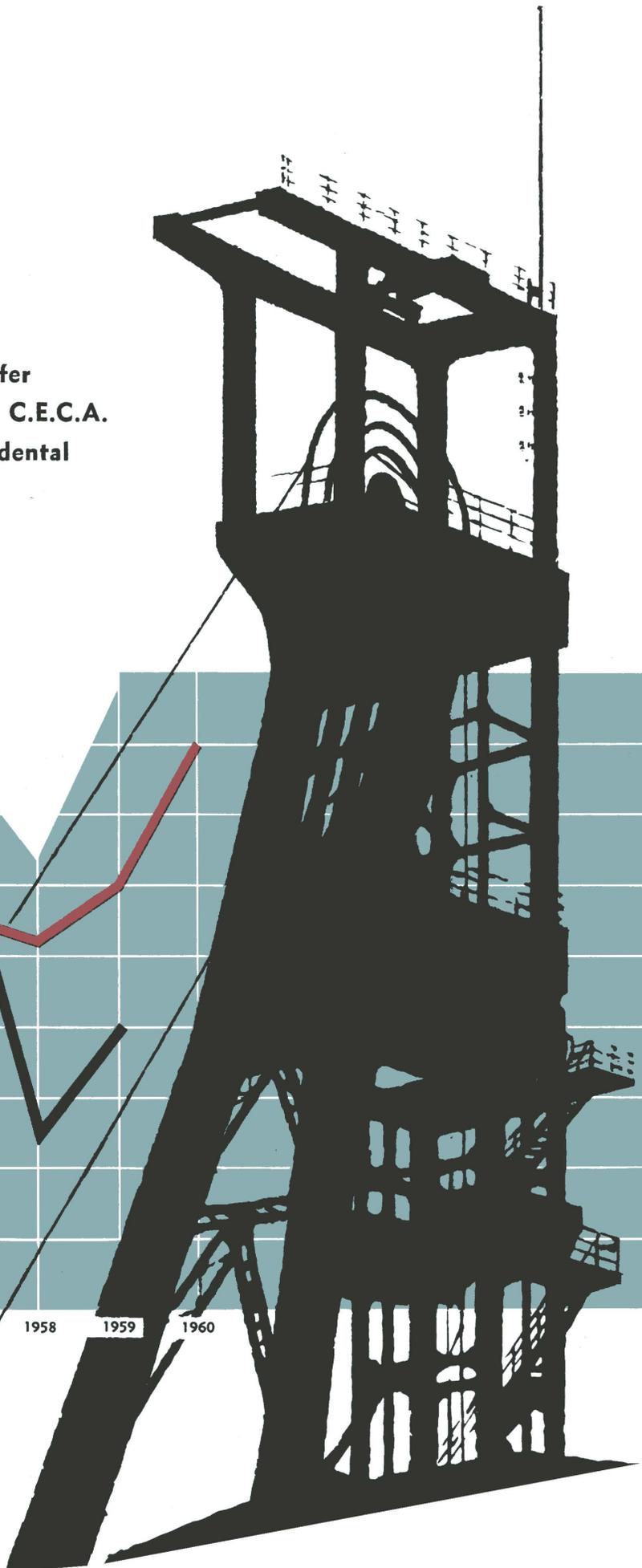
En outre, dans toutes les branches d'industrie de la Communauté, l'accroissement de la production a été obtenu avec un nombre de travailleurs qui, comme les horaires de travail, a légèrement diminué. Le rendement par travailleur ou par heure de travail a donc dû augmenter considérablement.

La production de charbon, d'acier et de fer augmente plus vite dans les pays de la C.E.C.A. que dans les autres pays du monde occidental

Année	C.E.C.A.	Monde	Pays occidentaux sans la C.E.C.A.
1952	100	100	100
1953	98	108	113
1954	103	105	100
1955	115	122	119
1956	120	128	124
1957	123	134	129
1958	121	127	107
1959	125	138	115
1960	135	142	115

1952 = 100

— C.E.C.A.  
— Monde  
— Pays occidentaux sans la C.E.C.A.



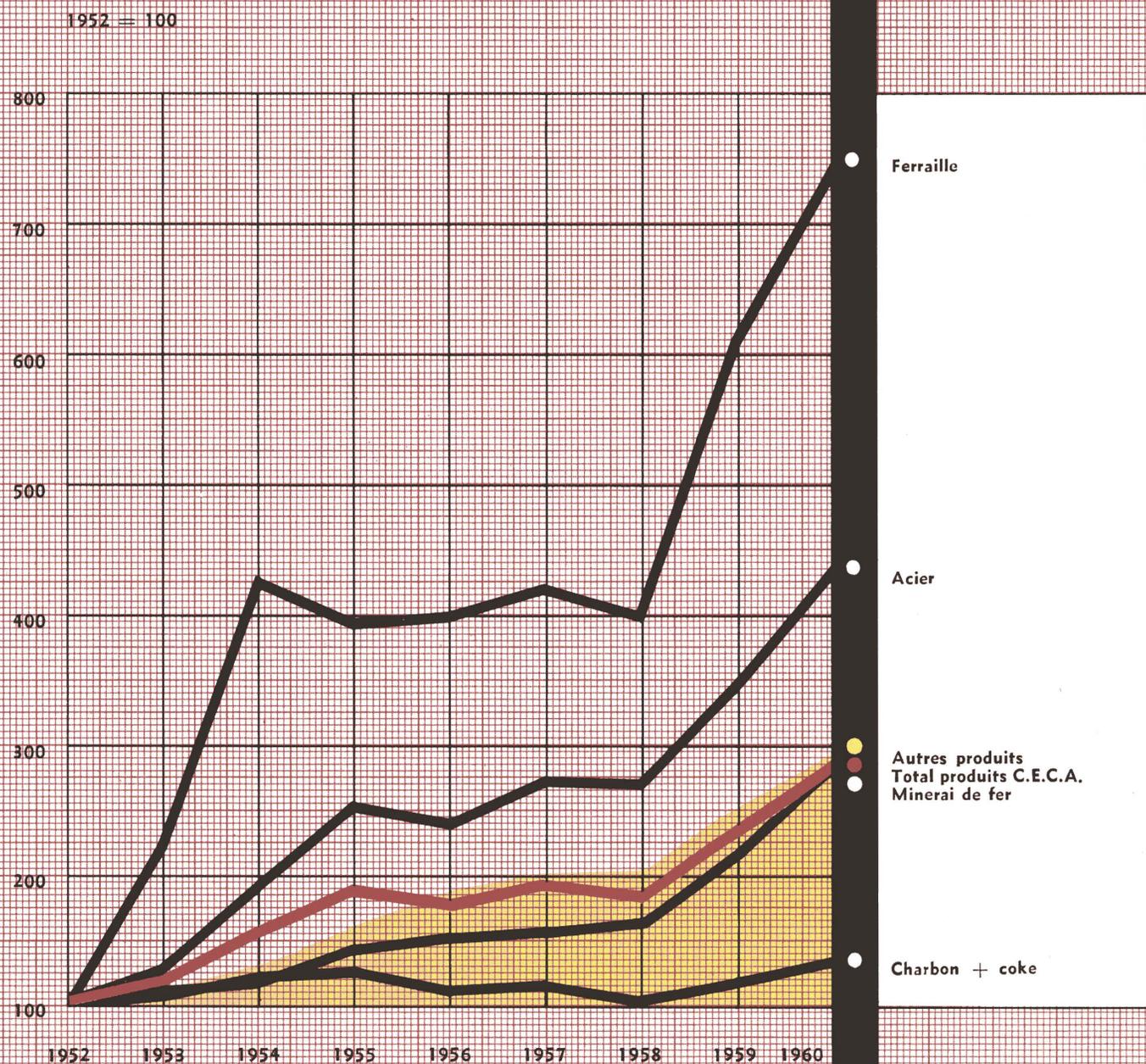
Sous la forme d'une comparaison à l'échelle mondiale, les tableaux ci-après illustrent l'évolution de la production de la Communauté charbon-acier (il n'a pas été tenu compte, dans ces tableaux, de la collecte intérieure de ferraille, les données statistiques en la matière faisant défaut pour les pays tiers).

**Production de houille, d'acier brut et de minerai de fer**

(indice 100 en 1952)

Année	Charbon	Acier brut	Minerai de fer
<i>Dans le monde</i>			
1952	100	100	100
1953	100	112	113
1954	98	107	103
1955	107	128	125
1956	113	135	140
1957	116	140	148
1958	122	130	131
1959	127	145	137
1960	132	162	171
<i>Dans le monde, sans les pays de l'Est</i>			
1952	100	100	100
1953	98	113	114
1954	93	103	95
1955	99	127	121
1956	104	132	135
1957	104	138	143
1958	96	118	119
1959	94	131	124
1960	93	146	143
<i>Pays de l'Est</i>			
1952	100	100	100
1953	104	110	112
1954	114	118	134
1955	127	130	140
1956	138	143	156
1957	151	145	166
1958	194	167	173
1959	219	193	187
1960	242	214	265
<i>Pays occidentaux, sans la C.E.C.A.</i>			
1952	100	100	100
1953	98	119	118
1954	91	103	93
1955	98	127	122
1956	104	131	140
1957	104	136	147
1958	94	111	113
1959	93	124	118
1960	92	137	142
<i>C.E.C.A.</i>			
1952	100	100	100
1953	99	95	101
1954	101	105	100
1955	103	126	116
1956	104	136	124
1957	104	143	134
1958	103	138	133
1959	98	151	135
1960	98	174	147

**Comparaison entre les échanges  
 des produits réglementés par le traité  
 et le commerce extérieur des six pays de la C.E.C.A.  
 pour tous les produits : les progrès sont plus rapides  
 pour l'acier brut et la ferraille**



Ces tableaux permettent de dégager plusieurs tendances importantes :

- a) La diminution de la production charbonnière a été plus faible dans la Communauté que dans l'ensemble du monde occidental et, partant, plus faible que dans l'ensemble des pays occidentaux sans la C.E.C.A.
- b) La production d'acier brut a augmenté à un rythme légèrement plus rapide dans la Communauté que dans l'ensemble du monde, tandis qu'elle augmentait à une cadence beaucoup plus lente dans les autres pays occidentaux.
- c) La production de minerai de fer dans la Communauté s'est accrue plus ou moins au rythme de l'augmentation de cette production dans le monde. Dans ce secteur, l'accroissement a été deux fois plus rapide dans la Communauté que dans les autres pays occidentaux.

## 2) Accroissement des échanges

Depuis l'établissement du marché commun, les échanges des produits du traité se sont parallèlement considérablement intensifiés entre les pays de la Communauté.

Pour représenter numériquement cet essor, il est nécessaire de surmonter une petite difficulté d'ordre statistique résultant du rattachement économique de la Sarre à la république fédérale d'Allemagne <sup>(1)</sup>. Jusqu'à la fin du premier semestre 1959, les échanges de marchandises entre la Sarre et la république fédérale d'Allemagne étaient dans les deux sens comptés comme échanges entre pays membres, mais ne l'ont plus été à partir du mois de juillet 1959. Inversement, les échanges de marchandises entre la Sarre et la France (dans les deux sens) étaient comptés comme « échanges intérieurs » jusqu'à la fin du premier semestre 1959, et comme échanges entre pays membres à partir du mois de juillet 1959.

Une statistique du « volume des échanges » entre les pays de la Communauté peut évidemment avoir pour point de départ le territoire respectif considéré : c'est ainsi que l'on procède pour l'établissement des statistiques officielles du commerce extérieur. Une telle statistique fait apparaître la situation réelle des échanges pour l'entité territoriale considérée, sans que les séries de chiffres permettent pour autant d'établir dans quelle mesure les variations sont dues à ces modifications de frontières et jusqu'à quel point elles résultent des progrès de l'intégration qui ont déjà été constatés dans une période antérieure.

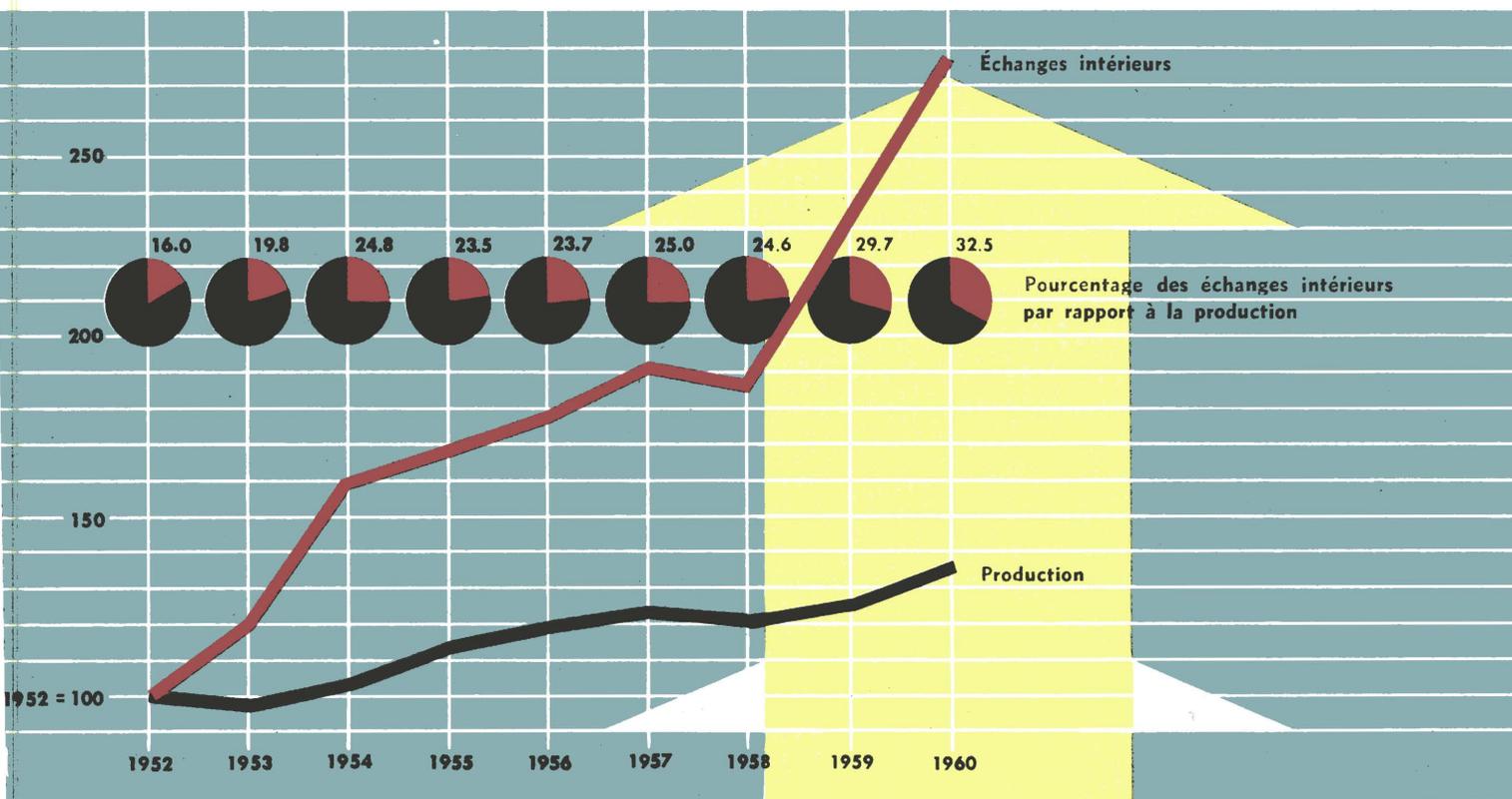
Volume des échanges entre les pays de la Communauté

(1952 = 100)

Année	Minerai de fer	Ferraille	Acier	Charbon et coke	Total des produits C.E.C.A.
1952	100	100	100	100	100
1953	112	225	127	109	120
1954	117	429	191	122	160
1955	141	398	253	127	189
1956	150	400	240	114	178
1957	154	420	270	116	192
1958	161	400	269	105	186
<i>Territoire respectif</i>					
1959	214	608	344	116	233
1960	283	736	430	131	283
<i>Territoire comparable</i>					
1958	161	400	269	105	186
1959	174	608	343	116	231
1960	195	728	417	128	268

<sup>(1)</sup> Voir à ce sujet, l'exposé : *Le Rattachement de la Sarre à l'Allemagne et l'Evolution des échanges intérieurs en produits de la C.E.C.A.*, page 157 et suivantes des *Informations statistiques*, n° 1, janv.-mars 1961.

## Les échanges intérieurs de charbon et de produits sidérurgiques entre les pays de la Communauté s'accroissent plus rapidement que la production



Aussi s'est-on efforcé, dans le bas du tableau ci-dessus, d'éliminer les effets des modifications territoriales, afin de pouvoir suivre l'évolution de la situation depuis 1952, pour un territoire comparable.

De 1952 à 1960, les échanges intérieurs portant sur les produits du traité et calculés sur la base des prix pratiqués en 1952, ont plus que triplé; en d'autres termes, ces échanges, dont la valeur n'atteignait pas 900 millions de dollars en 1952, représentent un montant de 2,7 à 2,8 milliards de dollars en 1960. En 1952, 16 % environ de la production courante faisaient l'objet des échanges commerciaux entre les six pays; en 1960, cette part atteignait près de 33 %. *Rien ne saurait mieux illustrer l'amplification constante de cette inter-pénétration, c'est-à-dire le développement systématique du marché commun.*

**Production des produits relevant du traité et échanges de cette production  
entre les pays de la Communauté**

Année	Production		Part des échanges dans la production	
	1952 = 100	changes	1952 = 100	en %
1952	100	100	100	16,0
1953	97	120	124	19,8
1954	103	160	155	24,8
1955	115	169	147	23,5
1956	120	178	148	23,7
1957	123	192	156	25,0
1958	121	186	154	24,6
1959	125	231 - 233	185 - 186	29,6 - 29,8
1960	135	268 - 283	197 - 208	31,5 - 33,3

Au cours des premières années d'existence du marché commun, on avait constaté, en outre, que les échanges portant sur les produits du traité se développaient beaucoup plus rapidement que les échanges intéressant l'ensemble des autres produits. « L'établissement du marché commun », précise la brochure publiée en 1956, « a entraîné un développement des échanges beaucoup plus important que n'a pu le faire, pour les autres produits, une politique orientée vers la seule libération générale des échanges. » A la lumière des faits relevés depuis lors, il semble nécessaire de rectifier cette constatation sur divers points.

**Volume des échanges entre les pays de la Communauté  
concernant les produits du traité et l'ensemble des autres produits**

(Territoire respectif)

(1952 = 100)

Année	Produits du traité	Autres produits	Total
1952	100	100	100
1953	120	115	116
1954	160	131	138
1955	189	161	168
1956	178	189	186
1957	192	203	200
1958	186	204	200
1959	233	253	248
1960 (a)	304	307	306

(a) Chiffres provisoires.

Il est en effet exact que, jusqu'en 1955, les échanges portant sur les produits du traité ont augmenté plus rapidement que les échanges entre les six pays intéressant les autres produits. Mais ce rythme ne s'est pas maintenu. C'est seulement de 1959 à 1960 que les échanges portant sur les produits du traité se sont de nouveau accrus à un rythme légèrement plus rapide que les échanges intéressant les autres produits. Ces fluctuations paraissent, pour l'essentiel, pouvoir s'expliquer par trois raisons différentes.

En premier lieu, on peut admettre, semble-t-il, qu'au cours des premières années d'existence du marché commun du charbon et de l'acier, en raison de l'abolition immédiate des droits de douane et des entraves commerciales, il se soit produit une première pénétration du marché qui, à la longue, n'a pu se poursuivre avec la même intensité. De nombreuses relations commerciales ont sans doute anticipé, en l'accéléralant, sur un mouvement qui ne devait être consolidé que plus tard.

A cela s'ajoute de nouveau l'évolution particulière constatée dans le secteur charbonnier. Les modifications structurelles de la consommation d'énergie (concurrence du fuel) et de la concurrence croissante du charbon d'outre-mer, vendu à des conditions plus favorables, ont empêché les échanges intérieurs de charbon de s'accroître dans une large mesure. C'est la raison pour laquelle, après avoir atteint un point culminant en 1955, ces échanges ont diminué; en 1960, ils ont atteint un niveau qui n'est supérieur que d'environ 30 % à celui de 1952. En revanche, le rythme d'accroissement des échanges entre pays d'acier et de ferraille, produits qui ne subissaient pas l'influence de ces facteurs particuliers, a dépassé de loin le rythme moyen d'accroissement des échanges intéressant les autres produits. Les échanges de minerai de fer ont augmenté à la cadence générale.

Enfin, la Communauté économique européenne semble avoir déjà joué son rôle dans le développement des échanges. Effectivement, depuis 1958, les échanges entre les six pays intéressant l'ensemble des autres produits ont augmenté d'environ 44 %; mais il n'en reste pas moins que les échanges portant sur les produits du plan Schuman se sont accrus de 52 % et même de 63 % si nous faisons abstraction du charbon. Depuis le nouvel essor conjoncturel, amorcé en 1958, on constate donc de nouveau une plus grande force d'expansion dans le secteur des produits de la C.E.C.A.

### 3) Conjoncture mieux équilibrée

En théorie, on pourrait dire qu'un large marché commun a pour rôle d'équilibrer la conjoncture, surtout si on le compare à des pays de faible importance, fortement tributaires de l'exportation. Quoi qu'il en soit, il n'est pas facile d'illustrer cette thèse par des statistiques récentes, d'autant plus qu'il n'est guère possible, à l'heure actuelle, d'isoler des cycles conjoncturels au sens traditionnel du terme. Néanmoins, les exemples ci-après mettent en relief d'importantes variations dans les tendances d'évolution, l'industrie charbonnière faisant figure de secteur d'activité où règne la dépression (pour ne pas dire la crise), l'industrie sidérurgique, en revanche, constituant le cas-type, dans le marché commun, du secteur industriel en pleine expansion.

La dernière grande crise que l'**industrie charbonnière** des pays de la Communauté a connue avant la phase actuelle de refonte des structures, remonte à la période de 1929 à 1932, c'est-à-dire à la crise économique mondiale.

Production et exportation de charbon des pays de la Communauté  
de 1929 à 1932

(Indices)

Année	Production	Exportation	Exportation exprimée en pourcentage de la production (1929 = 100)
	1929 = 100		
1929	100	100	100
1930	93	92	99
1931	82	101	123
1932	73	72	99

Même si ces chiffres ne sont pas entièrement comparables à ceux de nos jours (ils représentent la production charbonnière du Reich allemand de l'époque, qui englobait l'Allemagne centrale et la Silésie; d'autre part, ils n'indiquent pas seulement le niveau des exportations vers les pays de la Communauté, mais celui des exportations vers les pays du monde entier), ils mettent néanmoins en lumière quelques particularités conjoncturelles. Le recul de la production est considérable : en trois ans, la diminution est de plus de 25 %. En revanche, les exportations au cours de la première année de crise (1930) demeurent pratiquement inchangées par rapport à celles de l'année précédente; dans la deuxième année de crise (1931), elles marquent même une nette reprise. Ce n'est que dans la troisième année de crise (1932) que les exportations accusent, elles aussi, une forte régression. Il s'ensuit que l'indice d'exportation se situe presque au même niveau que celui de la production.

On comprend assez facilement ce que cela signifie au point de vue économique. Chacun pour soi, les pays cherchent à compenser les effets de la crise par un accroissement de leurs exportations. A cet effet, ils ont plus spécialement recours à des mesures artificielles en matière de prix; il est clair que cette façon de procéder provoque une extension des effets de la crise. C'était là un exemple caractéristique de ce que les Anglais appellent « beggar-my-neighbour policy ».

Actuellement, dans le marché commun, la situation se présente sous un jour tout différent. Nous articulons cette étude, pour sa délimitation dans le temps, sur les fluctuations de la production charbonnière qui, dans la Communauté, a établi en 1956/1957, un chiffre record qu'elle n'a plus atteint depuis, et sur les échanges à l'intérieur de la Communauté qui avaient déjà atteint un maximum dès 1955.

**Production et échanges de charbon dans les pays de la Communauté**

(1955 = 100)

Année	Production	Échanges intérieurs	Échanges intérieurs en % de la production
1955	100	100	100
1956	101	90	89
1957	101	91	90
1958	100	83	83
1959	95	91	96
1960	95	101 - 103	106 - 109

Comme on le voit, il n'est plus question, maintenant, d'un accroissement exagéré des échanges intérieurs qui aurait aggravé la crise. Jusqu'en 1959, le fléchissement des échanges intérieurs a même été plus marqué que celui de la production, tandis que cette dernière et les échanges n'ont, et de loin, pas connu une régression comparable à celle de 1929 à 1932. L'accroissement relatif des échanges intérieurs est assez faible depuis 1959 (il est clair que l'accroissement de la concurrence d'autres sources d'énergie a sans doute joué un rôle).

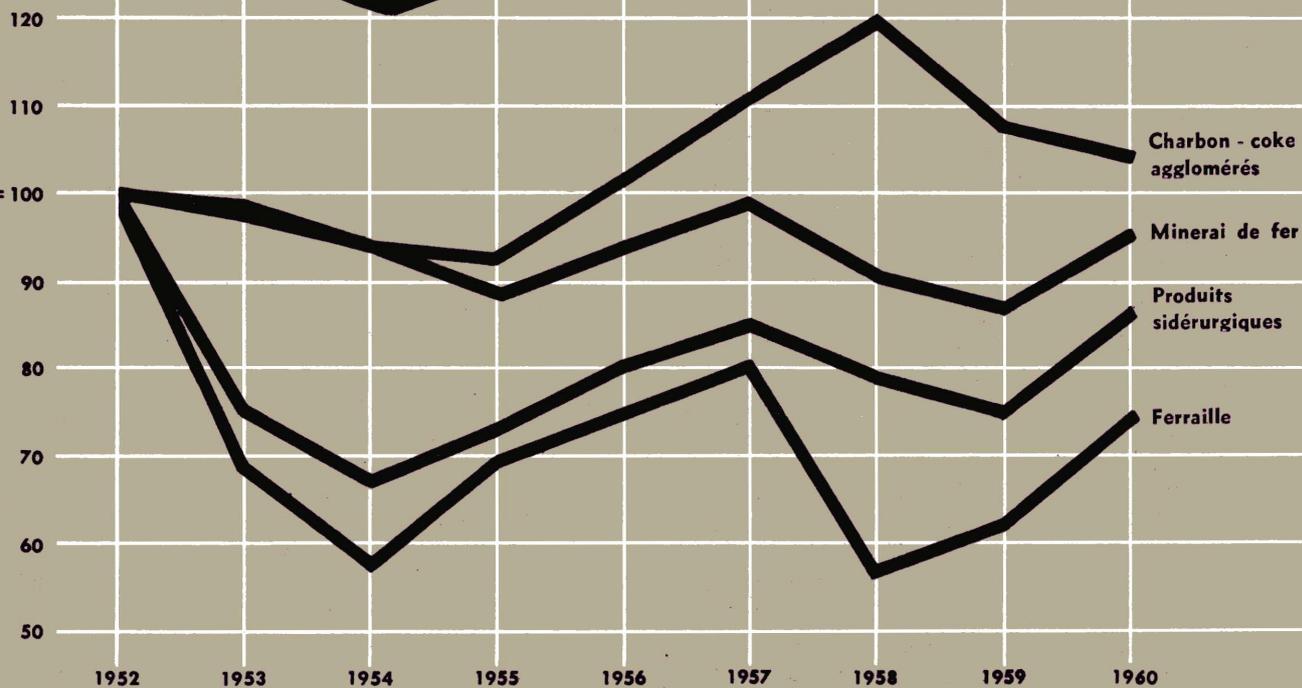
La situation de l'**industrie sidérurgique** dans la Communauté est tout autre. Dans ce secteur, nous avons, faisant abstraction de brèves périodes de faible régression, constaté un accroissement constant de la production. Si l'on considère, ici également, l'évolution de la production pour déterminer les différentes phases conjoncturelles, on peut affirmer que, depuis la deuxième guerre mondiale, la production d'acier dans les pays de la Communauté a connu jusqu'à présent trois périodes d'expansion : de 1950 à 1952, de 1953 à 1957 et, enfin, celle qui a commencé en 1958.

Pour une étude comparative de ces périodes d'expansion, on peut prendre en considération, d'une part, les années 1927 à 1929 et, d'autre part, la brève phase d'essor de 1935 à 1937. Le tableau ci-après fait connaître le développement de la production et des échanges pour chacune de ces périodes. Seuls ont été considérés les échanges entre les pays de la Communauté, ce que nous n'avons pas pu faire pour le secteur de l'industrie charbonnière, les renseignements détaillés étant insuffisants.

**Production d'acier brut et échanges de produits sidérurgiques dans la Communauté**

	1927	1928	1929		
Production	100	101	108		
Échanges	100	105	97		
	1935	1936	1937		
Production	100	111	121		
Échanges	100	95	111		
	1950	1951	1952		
Production	100	119	131		
Échanges	100	103	132		
	1953	1954	1955	1956	1957
Production	100	110	132	143	151
Échanges	100	148	199	189	213
	1958	1959	1960		
Production	100	109	127		
Échanges	100	131	155 - 160		

**En réduisant l'amplitude des fluctuations conjoncturelles, le système de prix du marché commun charbon-acier a apporté une stabilité accrue des prix moyens des produits C.E.C.A.**



Alors qu'en temps de crise la réaction « normale » de l'industrie est d'amplifier ses exportations dans la mesure du possible, afin de trouver là un soutien qui lui permettra de maintenir le niveau de la production intérieure, on a constaté autrefois, dans les périodes d'essor, qu'elle réagissait en sens inverse : les demandes pressantes du marché intérieur étaient couvertes en premier lieu, et les périodes de haute conjoncture se caractérisaient, précisément dans l'industrie sidérurgique, par le fait que les exportations ou bien n'augmentaient pas du tout, ou bien augmentaient à un rythme très inférieur à celui de la production. C'est ce qui ressort très clairement des exemples datant d'avant la deuxième guerre mondiale : Au cours de la période d'essor 1927-1929, la production des six pays augmenta de 8 %, alors que, dans le même temps, les exportations diminuèrent de 3 %. Pendant cette autre période d'essor 1935-1937, la production progressa de 21 %, alors qu'avec 11 % les échanges augmentèrent deux fois moins.

Or, pour le premier cycle d'expansion après la dernière guerre mondiale, de 1950 à 1952, on relève déjà certaines modifications structurelles : pendant ces années, les échanges entre les six pays et la production augmentèrent au même rythme.

Mais une transformation fondamentale s'est amorcée lors de l'établissement du marché commun. De 1953 à 1957, la production d'acier brut de la Communauté a progressé de 51 %; les échanges intérieurs entre les six pays ont dans le même temps augmenté de plus du double : 113 %.

Au cours du dernier cycle d'expansion, période de 1958 à 1960 qui n'est pas encore terminée, l'écart entre le développement de la production et celui des échanges intérieurs s'est encore creusé : la production d'acier brut de la Communauté a augmenté de 27 % et les échanges intérieurs de 55 à 60 %.

On peut donc, aujourd'hui, confirmer pleinement ce qui a été dit dans la brochure de 1956, à savoir que dans les périodes où les besoins augmentent, les échanges réduisent les tensions dans le secteur de l'approvisionnement. C'est bien là un autre indice clair et précis des incidences positives de l'intégration.

Enfin, les fluctuations de la conjoncture ont également été compensées par l'évolution des prix que l'on peut très bien observer d'après l'évolution des recettes moyennes du secteur des échanges intérieurs (comme on le sait, il ne s'agit pas de prix réels, étant donné que les modifications des valeurs moyennes englobent d'année en année outre les modifications des facteurs qui déterminent réellement les prix, les modifications de l'éventail des produits).

Ici aussi, il faut distinguer entre l'évolution des recettes moyennes provenant du charbon et celle des recettes moyennes provenant des autres produits du traité. Dans le secteur des échanges entre les six pays, les recettes moyennes provenant du charbon, du coke et des agglomérés ont en 1960, dépassé d'environ 5 % celles de 1952. Par rapport à la « dernière année de haute conjoncture » dans le secteur charbonnier (1955/1956), les prix ont même accusé une hausse encore un peu plus marquée. Le marché charbonnier n'a donc été aucunement bouleversé au cours des dernières années par des réductions exagérées de prix.

En ce qui concerne l'évolution des prix moyens du minerai de fer, de la ferraille et de l'acier, on constate, toujours sur la base des prix moyens auxquels s'effectuent les échanges entre les six pays de la Communauté, une nette tendance à la baisse, qui, d'après les chiffres connus, s'est poursuivie jusqu'en 1959. En 1960, les recettes moyennes provenant de l'acier ont été inférieures d'environ 14 % à celles de 1952; pour le minerai de fer on constate, dans le même temps, une diminution de 5 % et, pour la ferraille, de 25 %. Cette évolution n'est pas étrangère au fait que depuis l'ouverture du marché commun, les livraisons dans les autres pays de la Communauté sont calculées d'après les barèmes de prix intérieurs en vigueur. Ici aussi, l'évolution des prix a incontestablement ralenti la haute conjoncture : on n'a pas cherché par des hausses de prix insensées à amplifier artificiellement la demande.

#### Évolution des prix moyens dans les échanges entre les pays de la Communauté

(1952 = 100)

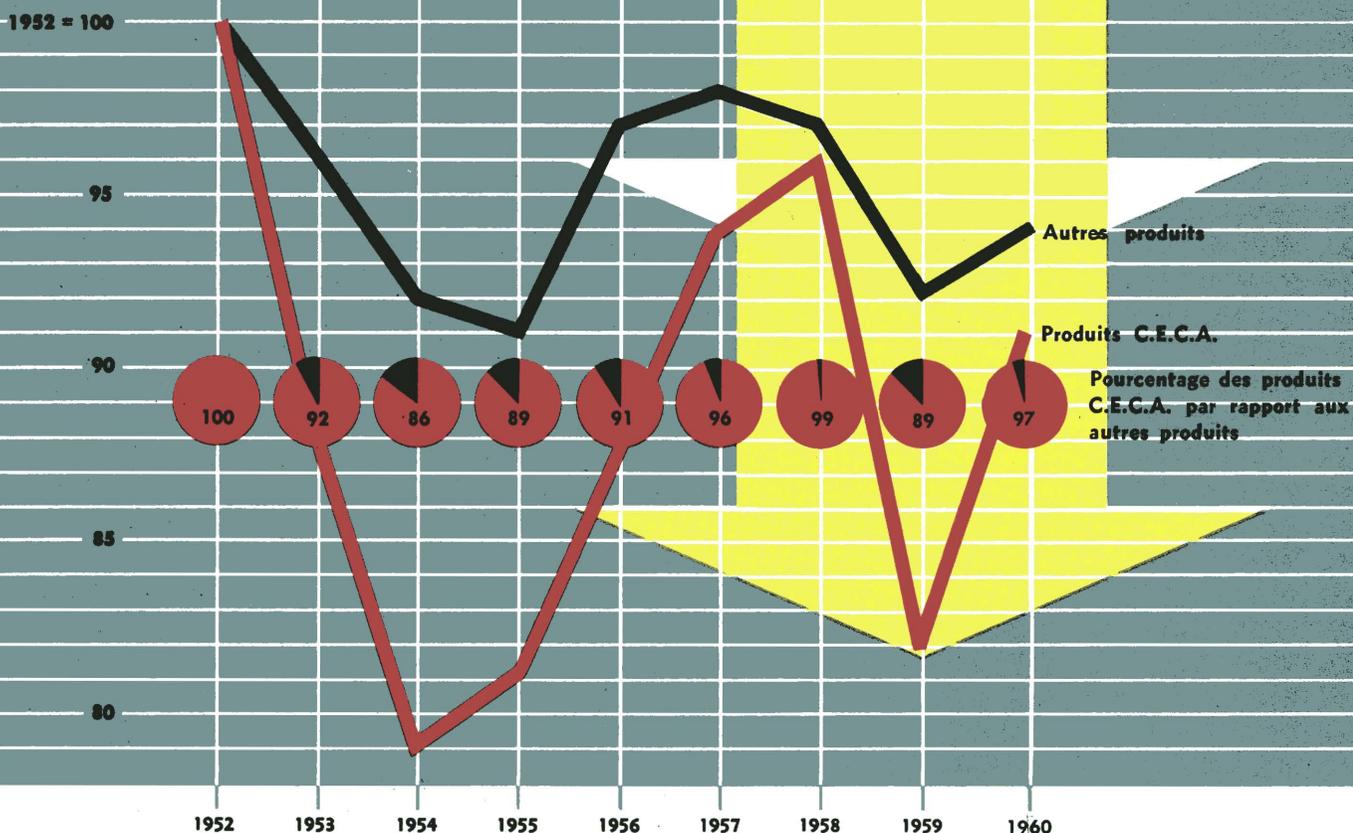
	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Charbon, coke, agglomérés	100	98,5	94,1	92,9	101,6	111,0	120,0	108,2	105
Minerai de fer	100	99,1	94,0	88,7	94,2	99,3	90,9	87,0	95
Ferraille	100	68,7	57,3	69,4	74,9	80,3	56,5	62,0	75
Produits sidérurgiques	100	75,8	67,3	73,6	80,4	85,4	79,3	75,0	86

A ce sujet, il est à noter que, malgré l'évolution différente depuis 1952, des prix du charbon et de ceux des autres produits du traité, le niveau de prix moyen de tous les produits du traité a été, en 1960, inférieur de 9 % à celui de 1952. Dans le secteur des échanges intérieurs, entre les Six, intéressant l'ensemble des autres marchandises (ne relevant pas du plan Schuman), la diminution des prix était beaucoup moins importante. Elle n'a atteint que 6 %, c'est-à-dire les deux tiers de la baisse du niveau moyen de prix des produits relevant du traité C. E. C. A.

**Évolution des prix moyens dans les échanges entre les pays de la Communauté**

(1952 = 100)

Année	Produits C.E.C.A.	Ensemble des autres produits	Produits C.E.C.A. en % des autres produits
1952	100	100	100
1953	88	96	92
1954	79	92	86
1955	81	91	89
1956	88	97	91
1957	94	98	96
1958	96	97	99
1959	82	92	89
1960	91	94	97



**Dans les échanges intérieurs, les prix moyens des produits C.E.C.A. se tiennent à un niveau plus bas que les prix de tous les autres produits**

#### 4) Redistribution régionale des échanges : approvisionnement plus rationnel

Depuis l'ouverture du marché commun, un grand nombre de modifications sont intervenues, principalement dans le sens d'une rationalisation des courants de trafic. Ce fait est mis particulièrement en évidence avec les exemples des bassins d'Aix-la-Chapelle et du Limbourg, pour le **secteur charbonnier**.

Changements des débouchés du bassin d'Aix-la-Chapelle  
de 1952 à 1960

(en % du total annuel)

Pays	1952	1953	1957	1958	1959	1960
Allemagne (R.F.) sans la Sarre	56,7	46,4	40,5	34,7	35,3	50,2 (a)
<i>dont</i> : Rhénanie du Nord-Westphalie	.	19,2	17,7	14,7	13,2	12,4
Reste de l'Allemagne	.	27,2	12,8	20,0	22,1	37,8 (a)
Sarre	11,1	10,0	8,6	8,8	10,8	(13,2)
Belgique	0,3	2,5	7,6	7,3	6,3	5,4
France	14,1	19,5	20,3	18,8	15,8	13,4
Italie	0,4	0,7	1,0	0,9	1,1	0,7
Luxembourg	9,6	12,1	13,7	19,9	20,3	20,0
Pays-Bas	5,0	6,3	6,2	8,0	8,3	8,4
Pays tiers	2,8	2,5	2,1	1,6	2,1	1,9

(a) Y compris la Sarre.

En 1952, c'est-à-dire avant l'ouverture du marché commun, le bassin d'Aix-la-Chapelle écoulait la plus grande partie de son charbon dans les autres régions d'Allemagne. Des tonnages non négligeables prenaient ainsi la direction de la Ruhr, concurrent principal d'Aix-la-Chapelle.

Depuis 1952, ce bassin a nettement réorienté ses débouchés. Il a su exploiter les possibilités d'écoulement qui s'offraient dans des régions plus rapprochées, notamment en Belgique, aux Pays-Bas, et au Luxembourg. Ces trois pays, qui en 1952 n'absorbaient même pas 15 % des ventes du bassin d'Aix-la-Chapelle, sont, en 1959, intervenus pour 33,8 % dans ses ventes globales. Dans le même temps, la proportion des ventes de ce bassin dans les autres régions de la République fédérale <sup>(1)</sup> est tombée de 57 % à 37 %. Il est clair que ce bassin est ainsi parvenu à mieux équilibrer ses conditions d'écoulement, ce qui pourrait avoir un heureux effet pour la production et pour les consommateurs qui profiteront de l'économie réalisée sur les transports.

Dans le bassin du Limbourg, la situation a exactement évolué dans le même sens.

Modifications des débouchés du bassin du Limbourg  
de 1952 à 1960

(en % du total annuel)

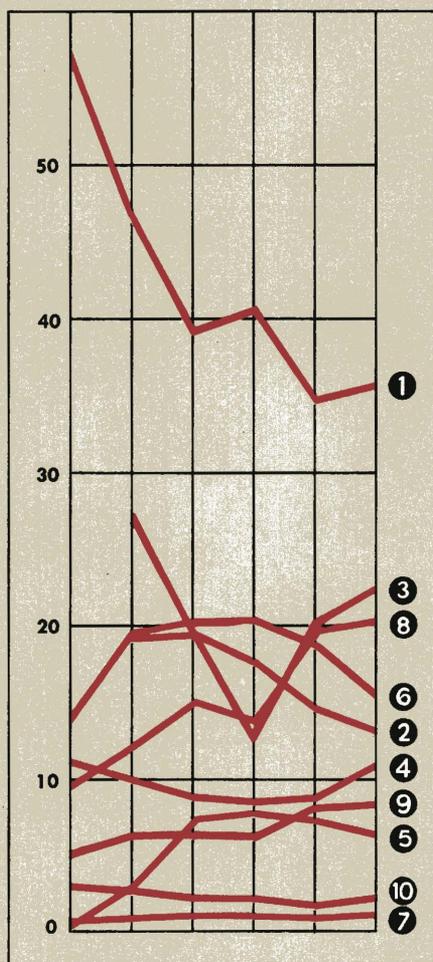
Pays	1952	1953	1954	1955	1957	1958	1959	1960
Allemagne (R.F.) sans la Sarre	—	0,1	1,3	2,1	2,0	1,3	4,9	} 7,3
Sarre	—	—	—	—	—	—	0,0	
Belgique	0,1	1,9	5,6	3,9	4,3	8,2	10,1	9,1
France	3,1	3,3	7,0	7,2	8,4	8,6	11,9	14,9
Italie	—	0,0	—	—	0,0	0,1	0,4	0,3
Luxembourg	2,4	2,1	2,6	3,2	5,1	4,2	4,5	3,8
Pays-Bas	88,6	86,7	76,1	75,0	72,3	70,5	61,5	58,1
Pays tiers	5,8	5,9	7,4	8,6	7,9	7,1	6,7	6,5

En 1952, le bassin du Limbourg écoulait 89 % de sa production de charbon aux Pays-Bas mêmes; ses ventes dans la république fédérale d'Allemagne, en Belgique et dans d'autres régions voisines étaient peu importantes. Entre 1952 et 1960, il a procédé, lui aussi, à une réorientation marquée de ses courants de trafic. La Belgique,

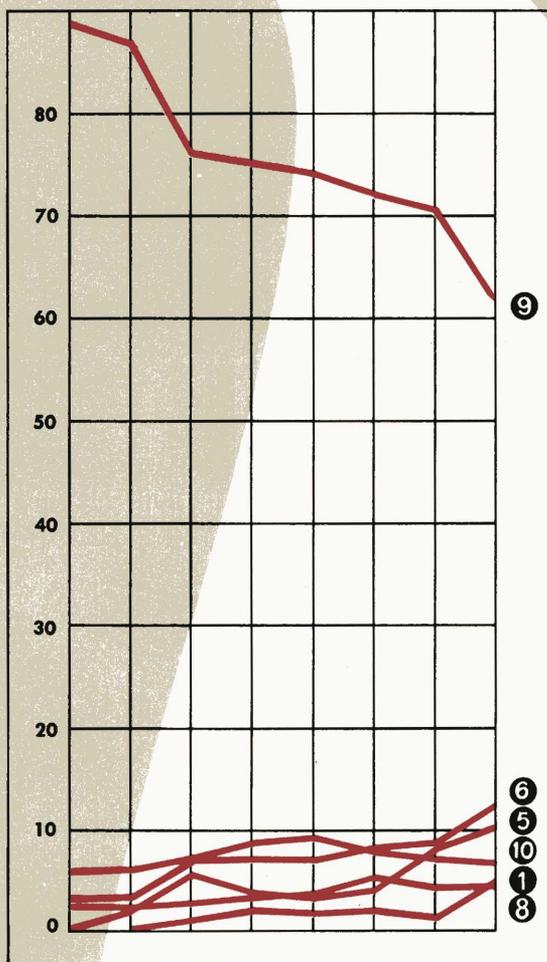
(1) Sans la Sarre.

**Redistribution du trafic :**  
**une plus grande rationalisation dans les livraisons,**  
**un raccourcissement des parcours en sont le résultat**

Variations dans l'orientation  
 des débouchés du bassin houiller  
 d'Aix-la-Chapelle de 1952 à 1959.  
 En % du total, par an



Variations dans l'orientation  
 des débouchés du bassin houiller du Limbourg.  
 En % du total, par an



- |                                      |               |
|--------------------------------------|---------------|
| 1 Allemagne (R.F.) sans la Sarre     | 6 France      |
| 2 dont : Rhénanie du Nord-Westphalie | 7 Italie      |
| 3 reste de l'Allemagne               | 8 Luxembourg  |
| 4 Saar                               | 9 Pays-Bas    |
| 5 Belgique                           | 10 Pays tiers |

le Luxembourg, la France et l'Allemagne qui, ensemble, n'absorbaient même pas 6 % de la production charbonnière du Limbourg en 1952, ont acheté, en 1960, plus de 35 % de la production de ce bassin. Dans le même temps, le marché intérieur des Pays-Bas perdait de son importance pour le bassin du Limbourg (de 89 % la part des Pays-Bas dans les ventes de charbon limbourgeois est tombée à 58 %). Ici aussi, une sérieuse économie des transports a été réalisée grâce à une réorientation des ventes.

En ce qui concerne le secteur de l'**acier**, citons un exemple frappant de ce qui s'est passé en Allemagne. Depuis l'ouverture du marché commun, l'Allemagne du Sud, située assez loin du bassin de la Ruhr, a considérablement augmenté le volume de ses achats chez des fournisseurs non allemands. D'après des chiffres publiés par la *Walzstahlvereinigung* (Düsseldorf), 14 % environ de la consommation de l'Allemagne du Sud (englobant la Rhénanie-Palatinat, la Bavière et le Bade-Wurtemberg) provenaient, en 1952 des importations. En 1959, cette proportion était de 43 %. Ces chiffres pourraient à première vue, faire croire que l'industrie sidérurgique de l'Allemagne occidentale a été considérablement lésée. On aurait tort de conclure dans ce sens. Le tableau ci-après montre que le marché de l'Allemagne du Sud a parallèlement absorbé des tonnages toujours plus élevés de produits laminés nationaux. En outre, l'industrie sidérurgique allemande a réussi à augmenter très rapidement le volume des expéditions de ses produits vers les autres centres industriels de la république fédérale d'Allemagne et les autres pays de la Communauté.

#### L'approvisionnement de l'Allemagne du Sud en produits laminés

(en milliers de t)

Année	Livraisons intérieures	Importations en provenance des pays C.E.C.A.	Total	Part des importations en %
1952	1 534	249	1 782	14,0
1959	1 811	1 370	3 181	43,0
1959/1952 = 100	118	550	179	

Voici à ce sujet quelques chiffres approximatifs :

De 1952 à 1959, l'accroissement des expéditions de laminés de l'industrie sidérurgique des autres pays de la Communauté s'établit ainsi :

(en milliers de t)

vers l'Allemagne du Sud	+ 1 021
vers les autres régions de l'Allemagne	+ 864
	<hr/>
	+ 1 885

Dans le même temps, cet accroissement se chiffrait ainsi pour l'industrie sidérurgique allemande :

(en milliers de t)

vers l'Allemagne du Sud	+ 277
vers les autres régions d'Allemagne	+ 3 040
vers les autres pays de la Communauté	+ 880
	<hr/>
	+ 4 197

Voici, enfin, comment le marché de la **ferraille** a évolué d'après les résultats d'une enquête faite par la Haute Autorité. Avant l'ouverture du marché commun, le nord-ouest de l'Italie, un des centres de l'industrie sidérurgique italienne, dépendait dans une très large mesure des pays tiers pour l'importation de ses ferrailles dont

le prix était très élevé. La statistique interrégionale, inaugurée en 1956 par la Haute Autorité, permet de suivre, du moins à partir de 1956, l'évolution des possibilités d'approvisionnement en ferrailles du nord-ouest de l'Italie.

### Approvisionnement en ferrailles du nord-ouest de l'Italie

(1.000 t)

Provenance	1956	1957	1958	1959	% 1959-1958
Autres pays de la Communauté dont	681	742	883	1 563	+ 77,0
— Allemagne et Sarre	322	303	337	493	+ 46,3
— sud-est de la France	230	366	434	712	+ 64,1
Autres régions de l'Italie	354	399	272	152	— 44,1
Pays tiers	941	1 714	1 209	486	— 59,8

Alors que, pour cette région, les tonnages reçus des autres régions de l'Italie et des pays tiers ont considérablement diminué de 1956 à 1959, les livraisons de l'Allemagne, de la Sarre et du sud-est de la France se sont substantiellement accrues dans le même temps. Ici aussi, l'élargissement du marché a permis d'améliorer l'approvisionnement et aussi, sans doute, de le rendre plus rationnel et plus économique.

Trait caractéristique des régions en voie d'intégration : le volume global des tonnages reçus augmente et la répartition régionale se modifie. Le chiffre de ces tonnages ne permet pas de connaître toutes les incidences de ces modifications sur le plan de la rationalisation, car il faut tenir compte aussi des économies de transport qui augmentent encore par le fait des tarifs internationaux directs.

Une publication récente de la Haute Autorité <sup>(1)</sup> montre comment il a été possible de réaliser des économies de transport sur des relations qui, pourtant, n'ont pas changé.

### Coûts de certains transports de coke

	Prix du coke DM/t	Frais de transport DM/t	Frais de transport en % du prix du coke
I. Gelsenkirchen - Homecourt			
10 février 1953	65,—	26,54	41
1 <sup>er</sup> novembre 1960	80,11	19,84	25
1960 % de variation — 1953	+ 23 %	— 25 %	.
II. Gelsenkirchen - Esch/Belval			
10 février 1953	65,—	30,05	46
1 <sup>er</sup> novembre 1960	80,11	24,12	30
1960 % de variation — 1953	+ 23 %	— 20 %	.

<sup>(1)</sup> Bulletin de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, octobre 1960, p. 53.

## 5) « Harmonisation graduelle dans le progrès » dans le domaine économique

Il faut considérer aussi que, dans le cadre d'une intégration progressive, les différences de niveau entre les divers secteurs régionaux du marché commun s'amenuisent graduellement, grâce à une « harmonisation dans le progrès »; des différences de niveau trop marquées entre les diverses régions pourraient, à la longue, n'être que préjudiciables au développement de la Communauté. « Cela revient simplement à appliquer au domaine international un principe depuis longtemps reconnu valable en ce qui concerne la situation intérieure des pays. Il ne saurait être question, pour quelque pays que ce soit, d'avoir une économie nationale vraiment intégrée, tant qu'il existe des disparités profondes entre différentes régions au point de vue du niveau de développement et du niveau de vie » (1).

Sur cette voie également, la Communauté européenne du charbon et de l'acier a fait quelques progrès, bien qu'il ne soit pas possible de dissocier ici les répercussions directes de la création du marché commun et certains autres facteurs. Au surplus, il faut des délais relativement longs pour arriver à un équilibre de ces niveaux.

L'enquête effectuée vers le milieu de l'année 1956 avait révélé que, déjà à l'époque, il existait des écarts caractéristiques dans le rythme de développement entre le noyau industriel de la C.E.C.A. et l'Italie. Les écarts étaient nettement à l'avantage de ce pays. Ces tendances, qui ont persisté et se sont même renforcées ces dernières années, ressortent surtout du développement de la *production d'acier brut* en Italie. De 1952 à 1960, son rythme d'accroissement a été environ deux fois plus rapide que dans les autres pays de la Communauté. En 1952, la production italienne d'acier brut représente environ 9 % de celle des autres pays de la Communauté; en 1960, cette proportion approchait 13 %. Dans le même temps, l'Italie, qui était le quatrième producteur d'acier brut de la Communauté, est parvenue à prendre la troisième place; elle a, dans ce secteur, dépassé la Belgique depuis 1957.

Production d'acier brut de l'Italie et des autres pays de la Communauté

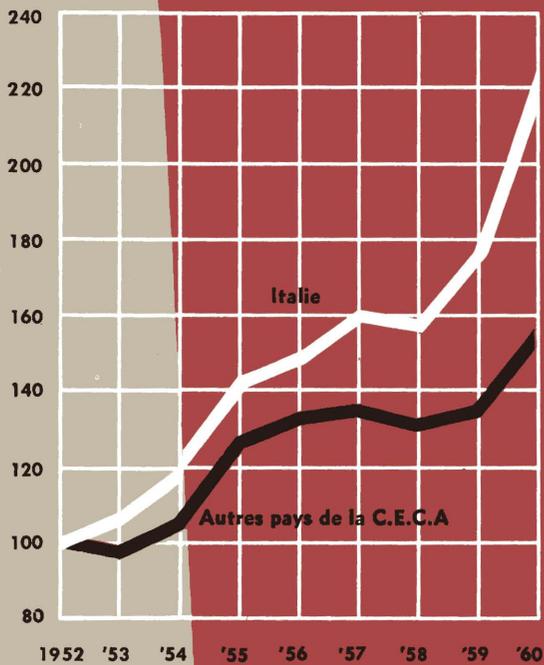
Année	Italie	Autres pays de la C.E.C.A.	Italie	Autres pays de la C.E.C.A.
	En millions de t		1952 = 100	
1952	3,54	38,36	100	100
1953	3,50	36,16	99	94
1954	4,21	39,64	119	103
1955	5,40	47,23	153	123
1956	5,91	50,89	167	133
1957	6,79	53,02	192	138
1958	6,27	51,73	177	135
1959	6,76	56,40	191	147
1960	8,22	64,61	233	168

Autre réalité encore, beaucoup plus importante : la production d'acier brut de l'Italie, qui augmente plus rapidement que dans les autres pays de la C.E.C.A., sert en grande partie à couvrir les besoins intérieurs du marché italien : la consommation d'acier brut par tête d'habitant, signe important des efforts d'investissement et de l'épanouissement de l'industrie de transformation des fers et des métaux, s'est accrue, en Italie, de 132 % entre 1952 et 1960. Dans les autres pays de la Communauté, par contre, elle n'a augmenté que de 64 %.

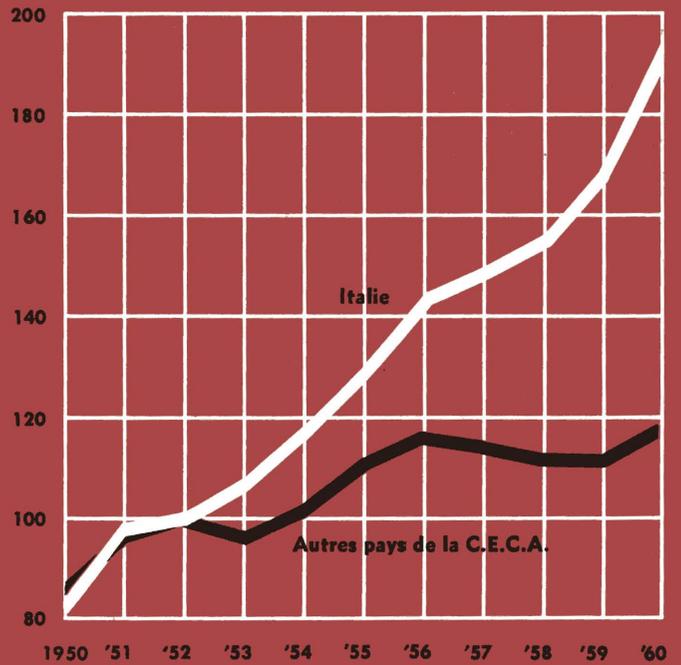
(1) *Economic Survey of Europe since the War*, Genève, 1953, p. 218.

**L'Italie rattrape son retard,  
dans la consommation d'acier  
et dans la consommation d'énergie par habitant**

**Consommation d'acier brut par habitant  
en Italie et dans les autres  
pays de la Communauté  
1952 = 100**



**Consommation d'énergie par habitant  
en Italie et dans les  
autres pays de la Communauté  
1952 = 100**



**Consommation d'acier brut par tête d'habitant en Italie  
et dans les autres pays de la Communauté de 1952 à 1960**

Année	Italie	Autres pays de la Communauté	Italie	Autres pays de la Communauté
	Chiffres absolus en kg		1952 = 100	
1952	86	264	100	100
1953	93	256	108	97
1954	106	281	123	106
1955	124	334	144	127
1956	128	352	149	133
1957	138	358	160	134
1958	136	344	158	130
1959	152	360	177	136
1960	192	415	223	157

Il va sans dire que l'« harmonisation dans le progrès » de la consommation d'acier brut en Italie n'est encore nullement parachevée. Le tableau ci-dessus montre néanmoins que, depuis 1952, la consommation d'acier brut par tête d'habitant augmente en Italie 1,4 fois plus vite que dans les autres pays de la Communauté considérés dans leur ensemble. De 1950 à 1952, le rythme d'accroissement de la consommation d'acier brut par tête d'habitant en Italie ne dépassait que de 1,06 fois celui des autres pays de la Communauté.

La même situation se retrouve dans le secteur de la *consommation d'énergie*. De 1952 à 1959 (les chiffres de 1960 ne sont pas encore connus), la consommation d'énergie brute par tête d'habitant, exprimée en équivalent de houille, est passée de 0,61 tonne à 1,07 tonne en Italie, ce qui représente un accroissement de 75 %. Dans les autres pays de la Communauté (consommation par tête d'habitant : 2,75 tonnes en 1952, 3,07 tonnes en 1959), cet accroissement n'a atteint que 12 %.

**Consommation d'énergie par tête d'habitant en Italie  
et dans les autres pays de la Communauté (a)**

Année	Italie	Autres pays de la Communauté	Italie	Autres pays de la Communauté
	Chiffres absolus en kg équivalent de houille		1952 = 100	
1950	610	2 439	82	86
1951	734	2 761	99	98
1952	743	2 826	100	100
1953	791	2 718	106	96
1954	877	2 885	118	102
1955	959	3 154	129	112
1956	1 061	3 320	143	117
1957	1 098	3 258	148	115
1958	1 152	3 155	155	112
1959	1 246	3 164	168	112
1960	1 443	3 350	194	119

(a) La plupart des chiffres de ce tableau ont été changés par rapport à ceux des *Informations statistiques*, no 1/1961, suite à la préparation de statistiques énergétiques calculées sur de nouvelles bases.

Dans ce secteur aussi, le niveau de la consommation est plus bas que dans les autres pays de la Communauté par suite du plus faible degré d'industrialisation et aussi, partiellement, pour des raisons climatiques. Mais l'harmonisation dans le progrès y est en bonne voie et l'Italie rattrape son retard. De 1950 à 1952, l'accroissement de la consommation d'énergie brute par tête d'habitant a été 1,4 fois plus rapide en Italie que dans l'ensemble des autres pays de la Communauté. De 1952 à 1960, le rythme d'accroissement était 5 fois plus élevé en Italie.

## Harmonisation dans le progrès dans le domaine social

Lors de la mise au point, en 1954, du texte de la brochure citée au début de la présente étude, deux idées fondamentales ont prédominé pour caractériser l'intégration « sociale » : d'une part, que les adaptations et les égalisations dans le domaine social « ne sont réalisées qu'avec un certain retard » ; d'autre part, que ces adaptations sont plus « une conséquence du marché commun qu'une condition préalable. »

De même, nous croyions constater alors, de 1952 à 1954, « deux importantes tendances à l'égalisation dans le domaine des salaires ». Nous constatons d'une part que dans la plupart des pays les gains horaires dans l'industrie sidérurgique augmentaient plus rapidement que pour l'ensemble des industries transformatrices ; et que d'autre part, de 1952 à 1954, « l'augmentation des gains a été en général plus forte que dans les pays qui ne faisaient pas encore partie du groupe de tête dans l'échelle des salaires, lors de l'ouverture du marché commun. »

Citons la suite du texte : « Il n'est pas possible de dire, sans une analyse très approfondie de la question, dans quelle mesure cette égalisation doit être attribuée aux effets du marché commun, d'une part, et aux facteurs généraux, d'autre part. Le fait même de cette harmonisation est toutefois un signe encourageant. »

Quatre ans plus tard, ces constatations exigent une explication. Celle-ci est facilitée parce que nous connaissons aujourd'hui, mieux qu'en 1954, la situation sociale dans les industries de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

L'Office statistique des Communautés européennes, en collaboration avec les services compétents des six pays, a établi en 1956-1957 une statistique des « budgets familiaux » qui pour la première fois renseigne sur le *niveau de consommation* des familles dont les chefs travaillent dans les mines de houille ou de fer ou dans l'industrie sidérurgique. Une enquête a été effectuée auprès de 2 000 familles qui, pendant un an, ont soigneusement noté leurs revenus et leurs dépenses. Les familles choisies avaient toutes deux enfants, et leurs revenus correspondaient aux revenus moyens dans les différents pays.

**Consommation totale des familles de travailleurs des industries communautaires en 1956-1957, en pouvoirs d'achat comparables**

Pays	Mines de houille	Industrie sidérurgique	Mines de fer	Pour la comparaison : consommation privée par travailleur dans l'ensemble des activités économiques
<i>En milliers de francs belges</i>				
Allemagne (R.F.), sans la Sarre	86,6	85,6	79,6	59,7
Sarre	109,3	99,6	—	.
Belgique	103,4	104,6	—	105,4
France	96,2	101,6	133,7	88,8
Italie	72,6	87,3	72,0	45,2
Luxembourg	—	125,2	127,5	81,8
Pays-Bas	96,4	87,9	—	75,9
<i>Pays ayant le niveau le plus élevé = 100</i>				
Allemagne (R.F.), sans la Sarre	79	68	60	57
Sarre	100	80	—	.
Belgique	95	84	—	100
France	88	81	100	84
Italie	66	70	54	43
Luxembourg	—	100	95	78
Pays-Bas	88	70	—	72
<i>Pays ayant le niveau le plus élevé (3 industries réunies) = 100</i>				
Allemagne (R.F.), sans la Sarre	64	64	61	.
Sarre	82	74	—	.
Belgique	78	79	—	.
France	72	76	100	.
Italie	54	65	55	.
Luxembourg	—	94	97	.
Pays-Bas	72	65	—	.

Ce tableau, qu'il faut évidemment interpréter prudemment, permet de faire les constatations suivantes :

- 1) L'écart de la consommation moyenne, par famille et par industrie, entre les six pays de la Communauté se montait à 34 points pour les mines de houille et à 32 points pour l'industrie sidérurgique, ce qui signifie que dans le pays qui occupe la position la moins favorable, la consommation est inférieure de 1/3 à celle du pays le plus favorisé.
- 2) En ce qui concerne les mines de fer, qui travaillent dans des conditions plus défavorables en Italie et dans la république fédérale d'Allemagne qu'en France ou au Luxembourg, l'écart est de 100 à 54, c'est-à-dire de 46 points.
- 3) Dans tous les cas, même pour les mines de fer, *la différence de niveau de consommation est beaucoup plus faible que si l'on compare la consommation privée par travailleur dans les six pays* : dans ce cas, l'écart est de 100 à 43, c'est-à-dire de 57 points.

Il faut encore tenir compte de deux autres conditions qui facilitent à leur tour le problème de l'égalisation. Jusqu'à présent, nous nous sommes contentés de comparer les écarts entre le pays qui accuse la consommation maximale et le pays dont la consommation est la plus faible. Certes, ce procédé permet une première approximation; mais ce qui importe, ce n'est pas seulement la relation entre les pays extrêmes, mais la relation entre les six pays. Elle peut être illustrée par une mesure de dispersion, telle qu'elle est pratiquée dans la statistique analytique : l'écart type. Pour les trois industries minières et sidérurgiques réunies, cet écart est de 12; pour la consommation privée par travailleur, dans les six économies nationales, par contre, il est de 18. *La consommation entre les six pays se disperse donc 1,5 fois plus qu'entre les industries minières et sidérurgiques des six!* La structure intérieure de la consommation a présenté, en 1956-1957 déjà, beaucoup plus de similitude que pour la moyenne totale de l'ensemble des six économies.

Le second point de vue devant être signalé se rapporte au niveau de la consommation atteint en 1956/1957. En Belgique, la consommation moyenne annuelle des familles d'ouvriers était à peu près égale à la consommation privée par travailleur; à cette époque, la consommation privée par travailleur en Belgique était la plus élevée des six pays. Dans les autres pays de la Communauté, cependant, la consommation moyenne des familles des industries minières et sidérurgiques (même dans les mines de fer) était partout supérieure à la consommation privée par travailleur.

**Consommation totale des familles d'ouvriers dans les industries minières et sidérurgiques,  
comparée à la consommation privée par travailleur**

*(Consommation privée par pays = 100)*

Pays	Mines de houille	Industrie sidérurgique	Mines de fer
Allemagne (R.F.), sans la Sarre	145	143	133
Belgique	98	99	—
France	108	114	151
Italie	161	193	159
Luxembourg	—	153	156
Pays-Bas	127	116	—

*Le chemin qui doit être parcouru en vue de l'égalisation du niveau de consommation des travailleurs des industries minières et sidérurgiques nous semble, de ce fait, plus court et plus facile que celui qui mènera à l'égalisation du niveau de consommation de l'ensemble des travailleurs des six pays; d'autre part, cette égalisation est réalisée dès à présent, à un niveau de consommation plus élevé.*

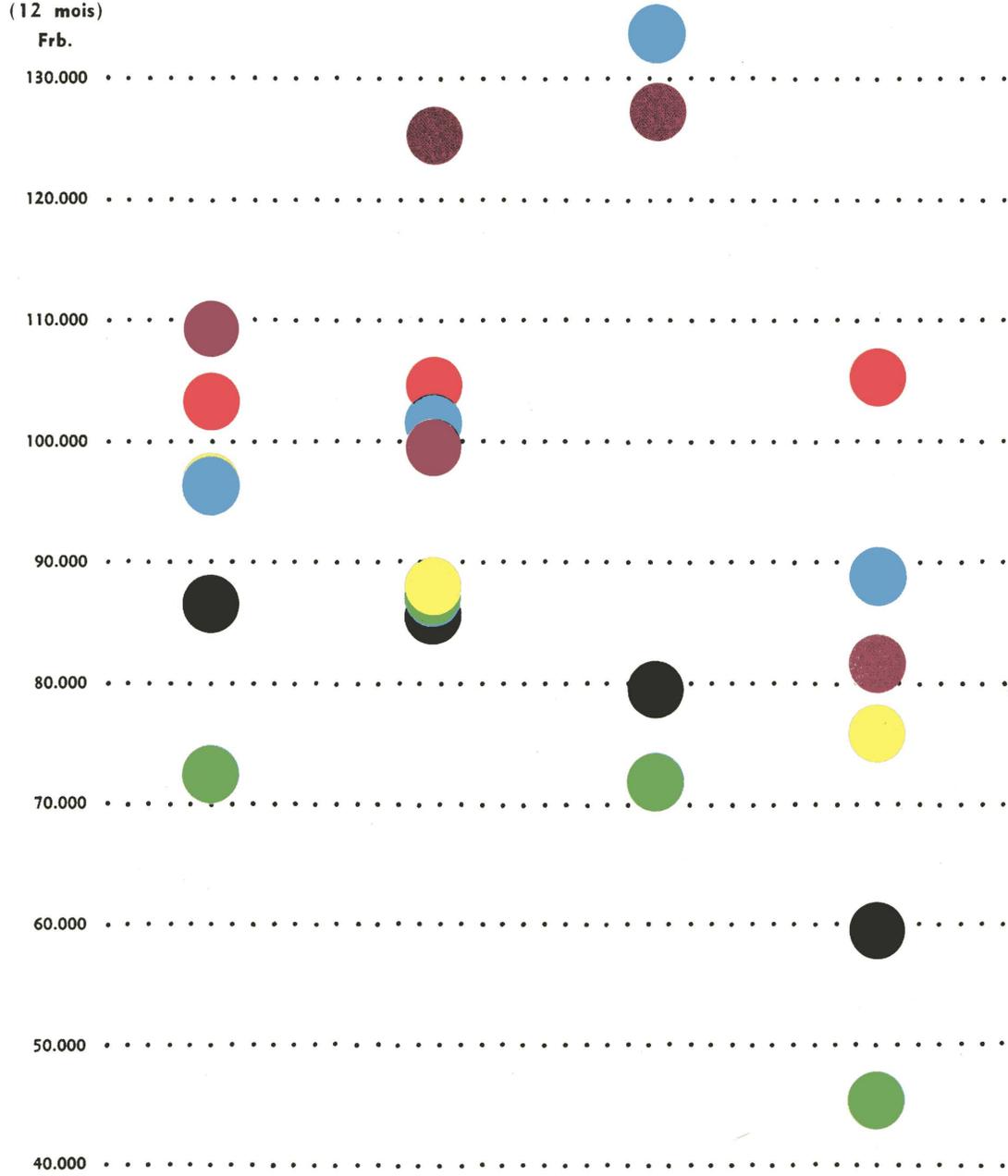
Évidemment — et c'est sous ce rapport qu'il faut modifier l'ancienne conception — cette égalisation ne progresse pas avec régularité et n'entraîne pas une hausse accélérée dans les pays où le niveau est plus faible. Pour des raisons techniques, il nous est impossible de suivre d'année en année le développement du niveau de consommation des travailleurs des industries communautaires. Les conditions posées aux personnes question-

Entre les six pays,  
l'écart dans le niveau  
de consommation des ouvriers  
des industries charbonnières  
et sidérurgiques est moindre  
que dans la consommation  
privée de l'ensemble  
de la population active



1956-57  
(12 mois)  
Frb.

- Allemagne (R.F.) sans la Sarre ●
- Sarre ●
- Belgique ●
- France ●
- Italie ●
- Luxembourg ●
- Pays-Bas ●



nées sont trop difficiles et l'exécution des travaux statistiques nécessaires trop onéreuse. Toutefois, nous pouvons suivre d'année en année l'élément le plus important sur lequel repose la consommation des familles de travailleurs, à savoir l'évolution de leurs *revenus réels*. Dans ce qui suit, nous nous baserons sur ces revenus réels (chiffre annuel; travailleurs mariés ayant deux enfants à charge; valeur moyenne obtenue dans le secteur minier pour les ouvriers du fond et du jour) pour expliquer les modifications de notre raisonnement.

Commençons par le *revenu réel par poste travaillé* ou par heure travaillée.

### Revenu réel par poste ou par heure travaillés en 1959 (a)

(1954 = 100)

Pays	Mines de houille		Industrie sidérurgique	Mines de fer	
	Fond	Jour		Fond	Jour
Allemagne (R.F.), sans la Sarre	144	134	135 (c)	144 (e)	137 (e)
Belgique	129	116	120	—	—
France	121	126	128 (d)	128 (d)	141 (d)
Italie	113 (b)	110 (b)	111	102	108
Luxembourg	—	—	132	122	116
Pays-Bas	121	118	120	—	—

(a) Dans ce tableau et dans les tableaux suivants, nous n'avons mentionné aucune donnée concernant la Sarre, parce qu'il a été impossible, par suite de la reconversion monétaire intervenue vers le milieu de l'année 1959, de calculer des moyennes annuelles valables.

(b) Sulcis.

(c) Rhénanie du Nord-Westphalie.

(d) Est de la France.

(e) Basse-Saxe.

Ce premier tableau fait apparaître un net progrès dans l'ensemble, bien que ce ne soit pas toujours les pays dont le niveau de consommation était encore le plus faible, en 1954, qui présentent le plus fort développement.

Cette impression est confirmée par le tableau ci-après, dans lequel on a exprimé le revenu annuel par pays et par travailleur (valeur réelle, nette) en pourcentage du revenu annuel du pays qui, en 1954, présentait le niveau le plus élevé.

### Revenu réel des travailleurs des industries minières et sidérurgiques

(en % du pays où, en 1954, les revenus étaient les plus élevés)

(Travailleur marié, deux enfants)

Pays	Mines de houille				Industrie sidérurgique		Mines de fer			
	Fond		Jour				Fond		Jour	
	1954	1959	1954	1959	1954	1959	1954	1959	1954	1959
Allemagne (R.F.), sans la Sarre	73	90	70	79	69 (b)	81 (b)	42 (d)	58 (d)	49 (d)	60 (d)
Belgique	100	101	100	97	87	101	—	—	—	—
France	94	107	89	103	80 (c)	91 (c)	88 (c)	100 (c)	86 (c)	106 (c)
Italie	73 (a)	79 (a)	76 (a)	83 (a)	69	75	52	50	59	65
Luxembourg	—	—	—	—	100	117	100	106	100	115
Pays-Bas	97	108	78	89	68	77	—	—	—	—
Coefficient de variation (e)	12	7	14	10	15	17	.	.	.	.

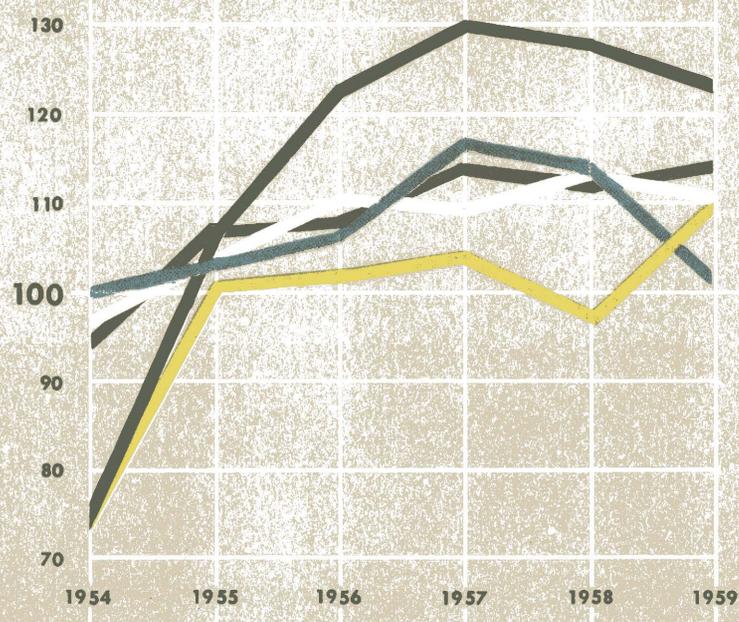
(a) Sulcis.

(b) Rhénanie du Nord-Westphalie.

(c) Est de la France.

(d) Basse-Saxe.

(e) Pour les mines de houille, non compris l'Italie.



Allemagne (R.F.)

France  
Pays-Bas  
Italie

Belgique

Pays au revenu  
le plus élevé = 100

De 1954 à 1959, le revenu réel des ouvriers  
de la Communauté charbon-acier s'est  
— à quelques exceptions près —  
fortement accru.

Houillères fond



Ici encore, on a constaté que, dans les divers pays et industries, les niveaux tendent à s'aligner, dans l'ensemble, sur la valeur maximale atteinte en 1954, ce qu'illustre particulièrement l'exemple des mines de houille, où les mesures de dispersion moyennes (calculées ici comme coefficients de variation) ont considérablement diminué. Dans l'industrie sidérurgique également, on constate que le niveau tend vers le niveau maximum de 1954, avec la différence que le pays dans lequel le niveau des revenus réels était le plus élevé en 1954 a, depuis lors, fait d'autres progrès rapides. En ce qui concerne les mines de fer, on a constaté, dans un cas, que, depuis 1954, la situation s'est même aggravée dans le pays ayant le niveau le plus bas.

Le dernier tableau concernant cette question représente l'évolution des *revenus réels annuels*, telle qu'elle a eu lieu depuis 1954 pour les travailleurs des industries de la C.E.C.A.

**Évolution des revenus réels des travailleurs des industries minières et sidérurgiques de 1954 à 1959 (a)**  
(mariés, deux enfants)

(1954 = 100)

Pays	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Mines de houille : ouvriers du fond</i>						
Allemagne (R.F.), sans la Sarre	100	107	123	130	128	123
Belgique	100	103	106	117	114	101
France	100	107	108	114	112	114
Italie (b)	100	101	102	104	97	110
Pays-Bas	100	103	111	109	113	111
<i>Mines de houille : ouvriers du jour</i>						
Allemagne (R.F.), sans la Sarre	100	108	110	114	114	113
Belgique	100	101	104	113	109	97
France	100	108	112	116	114	115
Italie (b)	100	106	109	109	96	109
Pays-Bas	100	104	113	111	115	114
<i>Industrie sidérurgique</i>						
Allemagne (R.F.) (c), sans la Sarre	100	106	110	115	114	117
Belgique	100	105	110	111	114	115
France (d)	100	111	116	116	113	114
Italie	100	104	106	106	103	108
Luxembourg	100	103	112	115	115	117
Pays-Bas	100	108	114	112	112	114
<i>Mines de fer : ouvriers du fond</i>						
Allemagne (R.F.) (e), sans la Sarre	110	114	130	140	138	137
France (d)	100	110	116	119	114	114
Italie	100	95	90	90	90	96
Luxembourg	100	96	105	103	106	106
<i>Mines de fer : ouvriers du jour</i>						
Allemagne (R.F.) (e), sans la Sarre	100	119	121	126	126	125
France (d)	100	116	127	131	125	123
Italie	100	103	102	104	105	109
Luxembourg	100	102	109	114	114	115

(a) On a calculé les revenus annuels nets, qui englobent les salaires en espèces (y compris toutes les primes et gratifications), les rétributions en nature et les allocations familiales payées aux travailleurs. Ont été déduits les versements des ouvriers à la sécurité sociale ainsi que les impôts sur les revenus. Le résultat obtenu est défini comme revenu net. Si l'on ne tient pas compte des prestations payées par la sécurité sociale, on peut admettre qu'il s'agit bien du revenu total.

(b) Sulcis.

(c) Rhénanie du Nord-Westphalie.

(d) Est de la France.

(e) Basse-Saxe.

On constate que l'égalisation dans le progrès presque « automatique », à laquelle on s'attendait, ne s'est pas produite. Certes, les revenus réels ont fortement augmenté dans certains cas où le niveau de ces revenus était relativement bas en 1954 : c'est ce qui s'est produit, par exemple, dans l'industrie minière allemande. Cependant, le lecteur peut trouver lui-même d'autres cas où le niveau des revenus, bien que faible en 1954, n'a marqué qu'un faible accroissement jusqu'en 1959 (industries minières en Italie). Enfin, on relève des cas où le niveau des revenus a diminué en valeur absolue au cours des dernières années. Citons les mines de houille de la Belgique et de la république fédérale d'Allemagne ainsi que l'industrie sidérurgique et les mines de fer françaises.

Si nous faisons abstraction du cas spécial de la Belgique (qui est étroitement lié à la crise structurelle dans le Borinage, dont les effets sont plus ou moins amortis grâce à l'aide que le gouvernement belge et la Haute Autorité accordent aux travailleurs touchés par la crise), nous pouvons dire que les diminutions sont faibles. Cependant l'évolution, irrégulière dans le détail, montre qu'il ne faut pas s'attendre, du moins à court terme, à une égalisation automatique dans le progrès. Ceci apparaît très nettement lorsqu'on énumère les facteurs qui, dans les cas mentionnés, ont provoqué la légère diminution des revenus réels. Il s'agit surtout des postes chômés par manque de débouchés et des augmentations de prix des articles de consommation courante, éléments qui, dans certains cas, ont annulé ou même dépassé les accroissements considérables des revenus nominaux. Seule une politique économique coordonnée des six pays pourra, à l'avenir, détourner ou du moins atténuer une telle évolution. Malgré ces restrictions, nous constatons qu'en 1959, les revenus réels des travailleurs des industries minières, à quelques exceptions près, étaient d'environ 10 à 20 % plus élevés qu'en 1954. C'est là une évolution importante qui mérite d'être signalée.

L'exemple des postes payés, mais non travaillés, dans les mines de houille montre que des progrès dans le sens d'une égalisation ont pu être enregistrés en ce qui concerne les *conditions de travail*. Nous disposons, en effet, depuis plusieurs années d'une statistique détaillée à ce sujet.

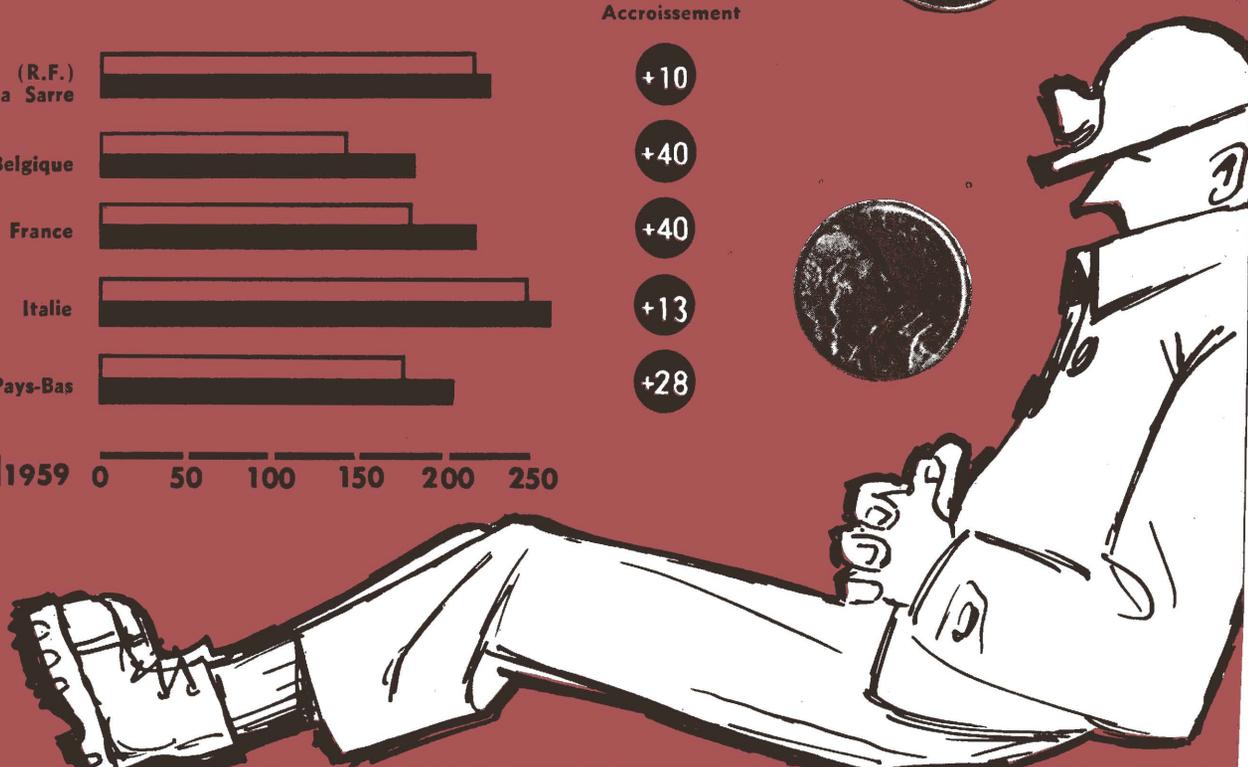
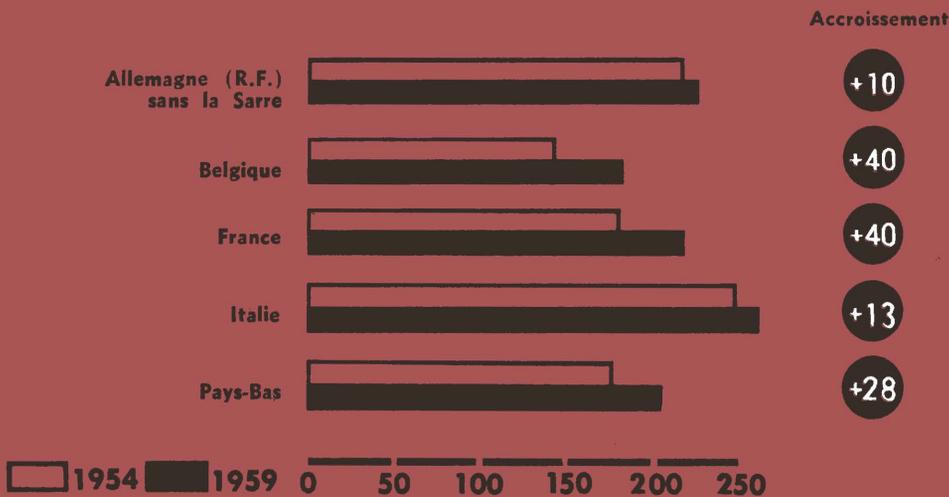
#### Nombre d'heures payées, mais non travaillées dans les mines de houille

Pays	1954	1959	Accroissement
Allemagne (R.F.), sans la Sarre	216	226	+ 10
Belgique	142	182	+ 40
France	179	219	+ 40
Italie (a)	247	260	+ 13
Pays-Bas	175	203	+ 28

(a) Sulcis.

Nous constatons que l'accroissement du nombre des heures payées était en général plus important là où, en 1954, on ne payait que relativement peu d'heures non travaillées. La dispersion des chiffres cités a diminué de plus d'un tiers, entre 1954 et 1959. Il semble qu'il s'agit ici d'un réel processus d'harmonisation, qui pourrait servir d'exemple notamment pour l'harmonisation d'autres conditions de travail. On pourrait envisager des règlements communs alignés, concernant par exemple la protection en matière de licenciement, la protection des jeunes travailleurs, la prévention des accidents et la réglementation des horaires de travail. D'autre part, les six pays pourraient, en guise de premier effort, ratifier toutes les conventions du Bureau international du travail.

Un exemple de l'harmonisation  
des conditions de travail :  
les heures payées, mais chômées,  
dans l'industrie houillère



## Pas d'autarcie — une Communauté ouverte

Dans ce bref aperçu général, il reste à élucider un dernier point : les relations de la Communauté avec les pays non membres. En 1954, on avait dit à ce sujet : « Les progrès réalisés avec l'intégration de l'industrie charbonnière et de l'industrie sidérurgique de la Communauté seraient fortement compromis dans leurs effets et dans leur importance économique mondiale, s'ils allaient de pair avec un isolement accru vis-à-vis des « pays tiers » qui ne font pas partie du traité instituant la Communauté ».

Et un peu plus loin : « ... il ne peut être question d'un tel isolement. »

Ici encore, grâce à une expérience de huit années, il sera possible de donner des précisions sur plusieurs points. Tout d'abord : en quoi pourrait consister le reproche d'« autarcie »? Lorsque, en 1950/1952, ce mot fut prononcé pour la première fois, lors des débats sur l'intégration, l'idée de pénurie de matières premières existait encore, notamment en ce qui concerne le charbon. Dans de telles circonstances, un groupe de pays aurait fait preuve d'une attitude autarcique en refusant d'approvisionner les autres pays. Vues sous cet angle, d'éventuelles tendances à l'autarcie pendant des périodes de pénurie pourraient être révélées par une diminution des exportations. En même temps, on aurait pu parler d'une tendance à l'autarcie, si les pays adoptant cette politique avaient freiné leurs importations.

Pendant des périodes d'abondance de matières premières, une politique autarcique se traduirait notamment par une augmentation forcée des exportations (afin de maintenir les capacités de production intérieure) et par une diminution parallèle des importations.

Certes, il n'est pas facile, à l'échelle mondiale, de distinguer les périodes de pénurie des périodes d'abondance. Mais peut-être le mouvement des « prix du marché mondial » permet-il de se faire une idée en ce qui concerne les produits dont il est ici question. Nous traiterons maintenant successivement les grands groupes de produits miniers et sidérurgiques en commençant par le **marché du charbon** qui, vers la fin de la période considérée dans ce rapport, a rencontré des difficultés structurelles dans le monde entier.

*(Voir tableau page 34)*

Sans dénaturer le problème, il est permis de dire, en simplifiant, que la « pénurie », ou du moins l'idée d'une pénurie, dominait jusqu'en 1955-1957, alors qu'à partir de ce moment, la tendance du marché a plutôt été déterminée par l'idée d'abondance. Selon nos considérations, la Communauté, si elle avait visé à l'« autarcie », aurait dû freiner les exportations vers les pays tiers jusqu'en 1955-1957 et les stimuler fortement à partir de cette époque. Dans le domaine de l'importation on aurait dû constater une tendance permanente à la limitation. Aucune de ces deux tendances ne s'est manifestée sous cette forme extrême : durant les années de pénurie, les livraisons de la Communauté aux pays tiers ont augmenté, du moins jusqu'en 1956; pendant la période d'abondance, c'est-à-dire au cours des dernières années, les exportations de la Communauté ont baissé dans une mesure beaucoup plus importante que celles des pays n'appartenant pas au pool charbon-acier. De 1955-1959, les exportations de la C.E.C.A. vers les pays tiers ont diminué de 45 %, alors que celles des autres pays n'ont diminué que de 20 %. Certes, les importations en provenance de pays tiers, faisant fonction normalement de soupape de stabilisation conjoncturelle pour l'approvisionnement, ont considérablement diminué depuis 1957. Cependant, en 1960 l'excédent des importations de la Communauté en charbon et coke était plus élevé qu'en 1952, atteignant 14 millions de tonnes (13 millions en 1952).

Du point de vue de la Communauté, le marché du **minerai de fer** doit être considéré sous un tout autre angle que le marché charbonnier. En ce qui concerne le charbon, les agglomérés et le coke, la Communauté importe et exporte des quantités importantes. En ce qui concerne le minerai de fer, les exportations vers les pays tiers n'ont jamais joué un rôle important en 1952, la valeur de ces exportations atteignait 8 millions de dollars — tandis que dans la même année, les importations atteignaient, elles, une valeur de 218 millions de dollars. On peut donc dans cette étude se limiter aux importations.

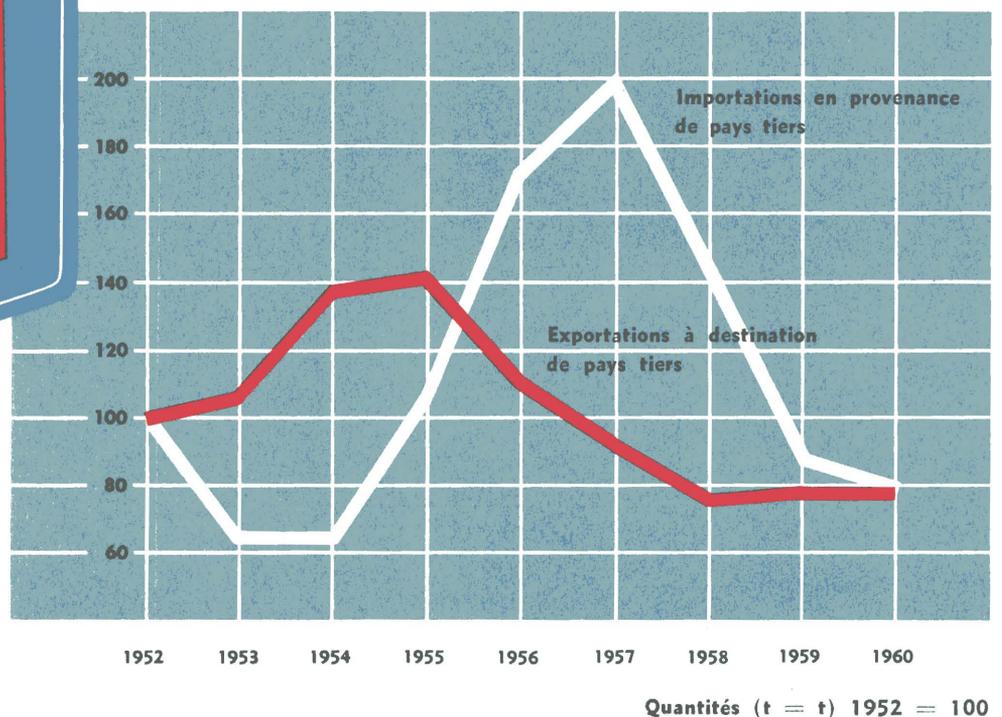
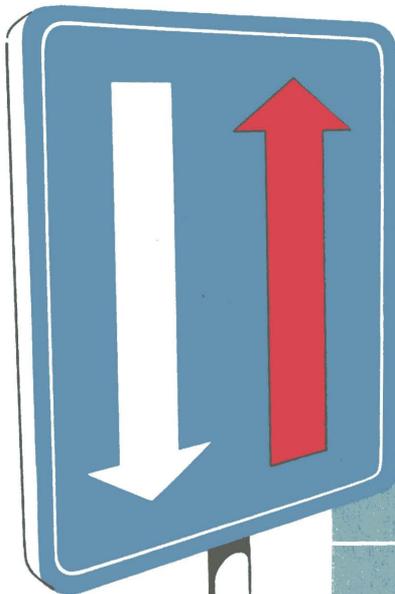
*(Voir tableau page 35)*

## La Communauté et le marché mondial du charbon

Année	Prix du charbon en Grande-Bretagne Prix 1952 = 100	Échanges de charbon et de coke				
		Dans le monde (exportations)	Dans le monde sans les pays de la Communauté (exportations)	Dans le monde sans les pays de la Communauté et sans les exportations vers les pays de la Communauté (exportations)	Communauté	
					Exportations vers les pays tiers	Importations en provenance des pays tiers
<i>Quantités (t = t) 1952 = 100</i>						
1952	100	100	100	100	100	100
1953	100	118	123	149	106	62
1954	96	123	121	146	138	62
1955	99	144	145	162	141	104
1956	129	147	161	156	111	173
1957	140	147	164	149	92	200
1958	113	122	134	129	75	144
1959	91	112	118	130	77	87
1960	82	124	129	150	77	79

**La Communauté ne pratique pas une politique autarcique :**

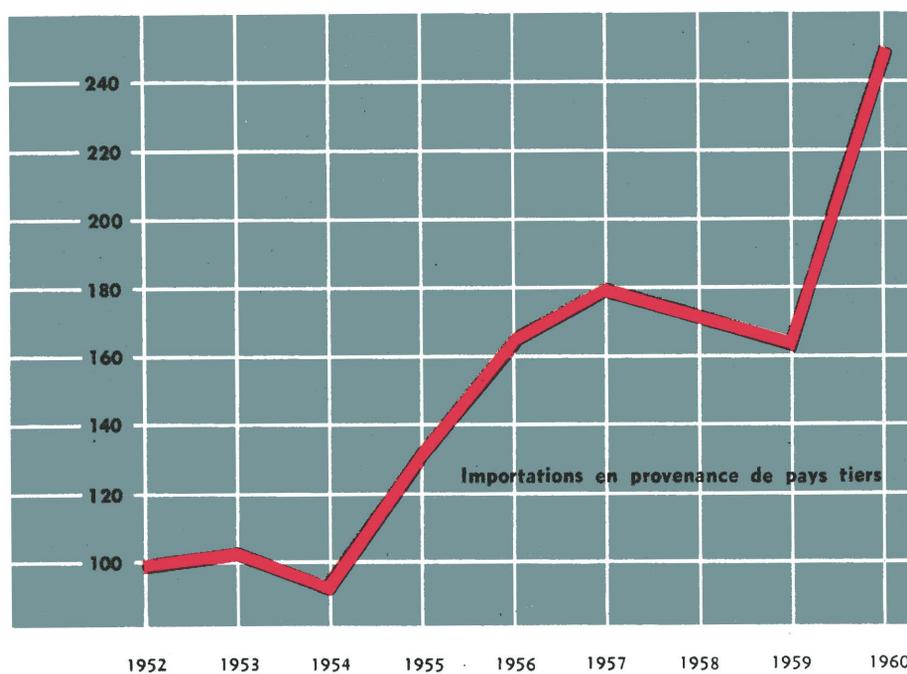
**les importations nettes de la Communauté en charbon et en coke en 1960 sont plus élevées qu'en 1952.**



## La Communauté et le marché mondial de minerai de fer

Année	Prix U.S.A. 1952 = 100	Échanges de minerai de fer			
		Dans le monde (exportations)	Dans le monde sans les pays de la Communauté (exportations)	Dans le monde sans les pays de la Communauté et sans les exportations vers les pays de la Communauté (exportations)	Communauté (importations en provenance des pays tiers)
<i>Quantités (tonnes métriques) 1952 = 100</i>					
1952	100	100	100	100	100
1953	111	108	109	111	103
1954	114	107	106	113	91
1955	116	146	148	154	134
1956	125	173	181	188	165
1957	132	189	201	210	180
1958	132	164	169	167	172
1959	132	186	186	195	164
1960	132	223	215	201	248

**La Communauté a adapté ses achats sur les marchés tiers aux disponibilités mondiales de minerai : l'accroissement des achats en 1960 correspond à une forte augmentation de la production mondiale**



Quantités (tonnes métriques) 1952 = 100



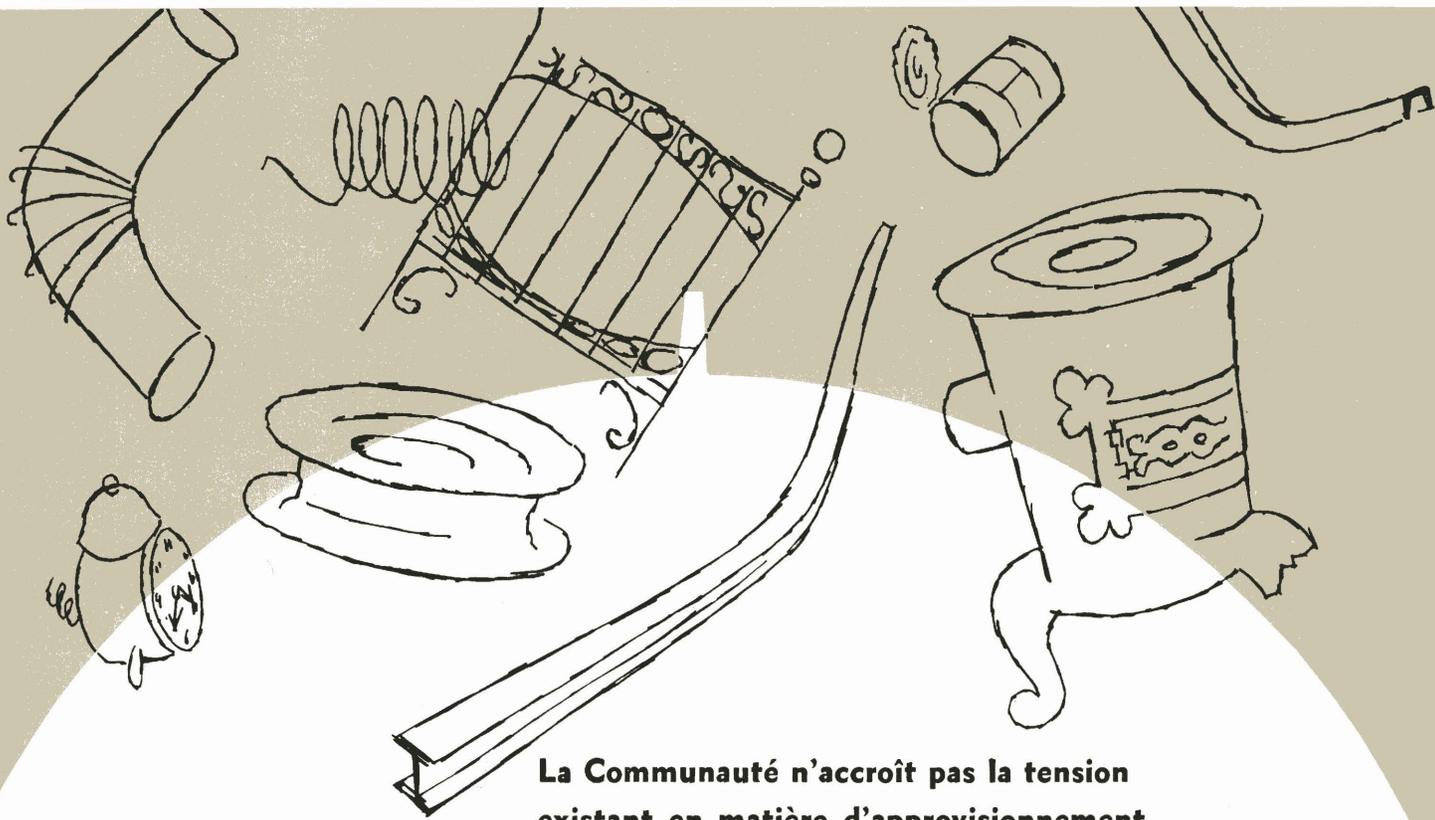
Il est connu qu'à l'échelle mondiale, l'approvisionnement en minerai de fer a suscité durant de longues années des inquiétudes (la production mondiale d'acier brut a augmenté de 45 % entre 1952 et 1959, alors que celle de minerai de fer, n'a augmenté, dans le même temps, que de 37 %). La Communauté a suivi le mouvement normal des échanges mondiaux, en n'augmentant pas exagérément — au détriment des pays tiers — ses importations. Le tableau ci-dessus montre que la Communauté a recouru de façon modérée aux achats dans les pays tiers : de 1952 à 1957 (maximum), les échanges entre les pays tiers ont augmenté de 110 %, alors que les importations de la Communauté en provenance des pays tiers n'ont augmenté que de 80 %. En 1959, le commerce extérieur entre les pays tiers s'était accru de près de 100 % par rapport à 1952; les importations de la Communauté, dans le même temps, n'avaient augmenté que de 2/3 environ. L'accroissement des achats en 1960 correspond à une forte augmentation de la production mondiale.

De même, en ce qui concerne la **ferraille**, les échanges entre la Communauté et les pays tiers sont nettement à sens unique : la Communauté est importatrice de ferraille. En 1952, pour des importations de 499 000 tonnes, les exportations atteignaient bien 381 000 tonnes, mais il s'agissait surtout d'exportations exceptionnelles et obligatoires, imposées à l'économie allemande à la suite de la guerre et dans le cadre du statut de la Ruhr. En 1959, les importations en provenance des pays tiers avaient atteint 1,2 million de tonnes, alors que les exportations vers les pays tiers ne dépassaient pas 0,1 million de tonnes.

Malheureusement, les données concernant le « marché mondial » de la ferraille ne sont pas très complètes; nous disposons de données concernant douze pays dont les importations, en 1957, atteignaient environ 10 millions de tonnes (la moitié du tonnage total concernant les pays de la Communauté).

#### La Communauté et le marché mondial de la ferraille

Année	Prix de la ferraille		Échanges de ferraille			
	U.S.A.	Japon	Dans le monde (importations)	Dans le monde sans les pays de la Communauté (importations)	Dans la Communauté (importations en provenance des pays tiers)	Échanges intérieurs
	1952 = 100					
(1952 = 100)						
1952	100	100	100	100	100	100
1953	93	101	146	142	100	300
1954	68	83	173	142	100	650
1955	92	109	292	174	500	900
1956	122	141	354	253	520	450
1957	108	145	396	263	700	1 450
1958	86	93	238	105	480	1 500
1959	92	100	353	284	240	1 200
(en millions de tonnes)						
1952	—	—	2,6	1,9	0,5	0,2
1953	—	—	3,8	2,7	0,5	0,6
1954	—	—	4,5	2,7	0,5	1,3
1955	—	—	7,6	3,3	2,5	1,8
1956	—	—	9,2	4,8	3,5	0,9
1957	—	—	10,3	5,0	2,4	2,9
1958	—	—	6,2	2,0	1,2	3,0
1959	—	—	9,2	5,4	1,4	2,4

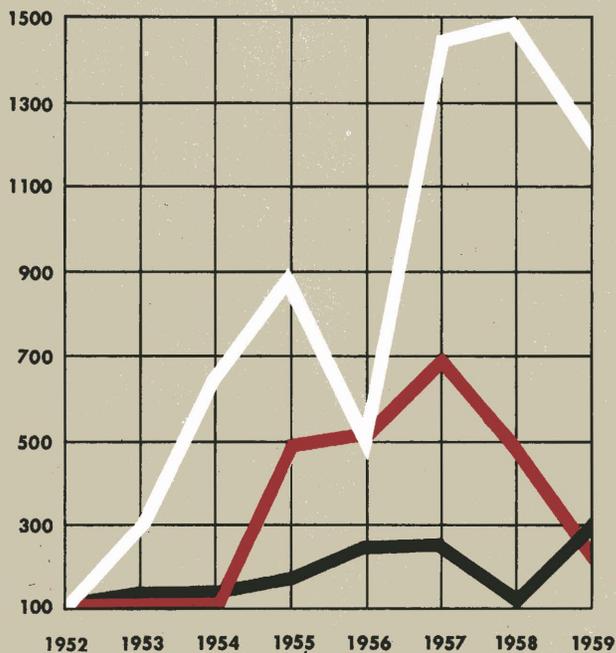


**La Communauté n'accroît pas la tension existant en matière d'approvisionnement sur le marché de la ferraille : elle développe ses propres échanges intérieurs**

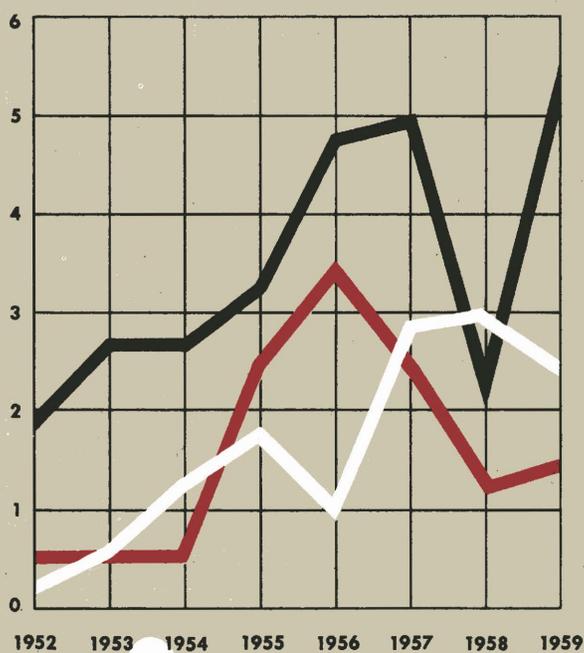
**IMPORTATIONS**

- Échanges intérieurs de la Communauté
- Communauté : importations en provenance de pays tiers
- Monde sans les pays de la Communauté

1952 = 100



Millions de t



Comme les chiffres concernant la ferraille portent sur de très faibles quantités, qui, par surcroît, varient considérablement d'année en année, il semble indiqué d'exprimer les quantités en valeurs absolues. Ce qui donne les chiffres ci-après : En 1952, les pays tiers ont importé environ 1,9 million de tonnes de ferraille; la Communauté a importé des pays tiers 0,5 million de tonnes, ce qui correspond à 26 %. Par la suite, les importations ont augmenté par bonds. En 1956-1957, période d'une très nette hausse de la ferraille (voir l'évolution des prix), les pays tiers ont importé 9,8 millions de tonnes de ferraille, les pays de la Communauté 5,9 millions de tonnes seulement, soit 60 %. En 1959, ces chiffres sont retombés respectivement à 5,4 et 1,4 millions de tonnes; les importations de la Communauté en provenance des pays tiers atteignaient de nouveau 26 % de celles des autres pays tiers. Cette évolution a été possible grâce au développement, entretemps des échanges intracommunautaires (1952 : 0,2 million de tonnes, 1959 : 2,4 millions de tonnes). En concentrant ses efforts sur la collecte intérieure, la Communauté a fait tout son possible pour éviter que la pénurie de ferraille, matière première si rare, ne soit pas davantage aggravée par une demande exagérée.

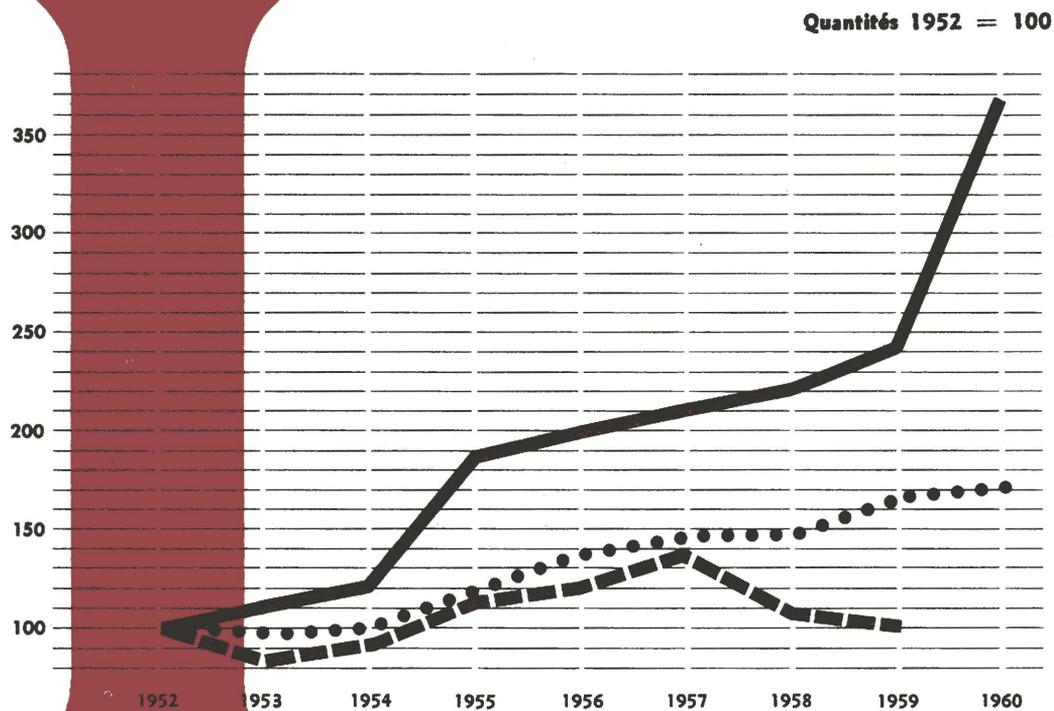
En ce qui concerne enfin le marché mondial de l'acier, la situation de la Communauté ne diffère guère de celle que nous avons rencontrée pour le charbon. En 1952, si les exportations représentaient une valeur approximative de 1 280 millions de dollars, les importations atteignaient néanmoins 170 millions de dollars et se sont fortement intensifiées depuis comme on le verra plus loin. Pour ce groupe de produits, l'accroissement a été plus prononcé que pour les autres groupes. Les données sur le « commerce mondial » se rapportent à : Communauté, Grande-Bretagne, États-Unis d'Amérique, Japon et Union soviétique, c'est-à-dire aux puissances économiques qui groupent environ 80 % de la production mondiale d'acier brut. Le tableau ci-après représente la situation de la Communauté dans le marché mondial :

#### La Communauté et le marché mondial de l'acier

Année	Prix Grande-Bretagne 1952 = 100	Échanges de fonte brute, demi-produits, produits laminés				
		Dans le monde (exportations)	Dans le monde sans les pays de la Communauté (exportations)	Dans le monde sans les pays de la Communauté et sans les exportations vers les pays de la Communauté (exportations)	Communauté	
					Exportations vers les pays tiers	Importations en provenance des pays tiers
<i>Quantités (1952 = 100)</i>						
1952	100	100	100	100	100	100
1953	100	96	86	83	97	111
1954	77	106	93	90	100	122
1955	86	135	121	114	118	188
1956	109	143	127	120	138	200
1957	122	158	145	139	145	211
1958	101	143	116	106	146	222
1959	89	159	113	100	167	244
1960	88	.	.	.	170	367

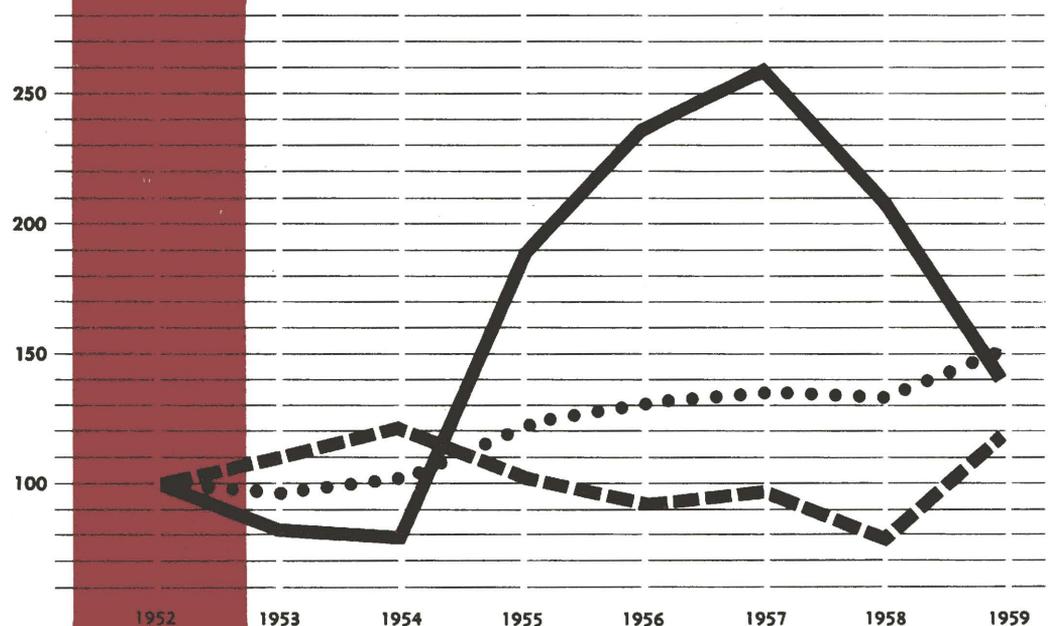
Abstraction faite de quelques courtes interruptions (voir évolution des prix), le marché mondial de l'acier a connu un vif essor de 1952 à 1957. Les pays tiers ainsi que les pays de la Communauté ont accru le volume de leurs exportations de près de 45 %. Il est particulièrement remarquable à cet égard que les importations de la Communauté en provenance de pays tiers aient augmenté encore plus rapidement : de 1952 à 1957 elles ont plus que doublé. Mesurée sur la base de ces chiffres, la capacité d'absorption du marché de l'acier de la Communauté a, dans ce temps, augmenté deux fois plus vite que les autres débouchés pour les pays tiers. Depuis 1957, on constate une certaine modification principalement due au recul des exportations américaines. La Communauté continue à accroître ses importations en provenance des pays tiers (en 1959, le niveau des importations atteignait 244 % de celui de l'année 1952; en 1960, il atteindra même 367 %). Ceci est d'autant plus remarquable, pour les pays tiers, qu'ils ont enregistré d'importantes diminutions de leurs exportations

La Communauté accroît ses importations d'acier en provenance de pays tiers à un rythme plus rapide que celui auquel les pays tiers peuvent augmenter entre eux leurs propres ventes. En même temps, elle couvre une part croissante des besoins mondiaux en acier, en augmentant ses exportations.



- Importations en provenance de pays tiers
- Exportations à destination de pays tiers
- Monde sans les pays de la Communauté et sans les exportations à destination des pays de la Communauté

La Communauté est un centre d'activités croissantes dans le domaine du commerce extérieur : elle achète plus que les pays tiers entre eux; ses exportations à destination de ces pays s'accroissent également plus vite que le commerce extérieur des pays tiers (sans la Communauté).



Indices des volumes 1952 = 100

vers les pays ne faisant pas partie de la Communauté : En 1959, les échanges entre pays tiers n'avaient pas augmenté par rapport à 1952, alors que les exportations de la Communauté vers les pays tiers avaient encore augmenté. Nous voyons ici le double visage de l'intégration : Les pays s'intégrant gagnent en force compétitive sur le marché mondial; en même temps, ils ouvrent de plus en plus leur marché aux produits en provenance des pays tiers.

Si, enfin, nous faisons la synthèse des tableaux concernant les échanges internationaux des quatre groupes de marchandises, nous pouvons avant tout faire les deux constatations suivantes :

1. La Communauté a réussi à développer beaucoup plus intensément ses exportations vers les pays tiers que ceux-ci leurs échanges mutuels, ce qui traduit nettement la capacité croissante des économies nationales qui s'intègrent.

**La Communauté et le marché mondial des produits C.E.C.A.  
Échanges de charbon, minerais, ferraille et produits sidérurgiques**

*(Indices de volume 1952 = 100)*

Année	Dans le monde (exportations)	Dans le monde sans les pays de la C.E.C.A. (exportations)	Dans le monde sans les pays de la C.E.C.A. et sans les exportations vers les pays de la Communauté	Communauté	
				Exportations vers les pays tiers	Importations en provenance des pays tiers
1952	100	100	100	100	100
1953	103	100	111	96	81
1954	112	106	122	102	79
1955	146	135	103	122	190
1956	154	146	92	131	238
1957	166	158	97	134	261
1958	145	128	77	133	214
1959	156	127	118	151	141

2. Grâce à son développement, la Communauté présente des possibilités d'écoulement croissantes pour les pays tiers; en effet, les importations en provenance des pays tiers étaient, en 1959, supérieures de près de 41 % à celles en 1952. Sous ce rapport également, les effets de l'intégration sur le commerce extérieur avec les pays tiers sont nettement positifs.

L'observateur critique objectera peut-être que les importations de la Communauté en provenance des pays tiers sont soumises à de fortes fluctuations, plus fortes que celles que connaissent les échanges entre les pays tiers. C'est là un fait indéniable. Ce phénomène est en partie une conséquence des excédents conjoncturels (surtout dans le secteur du charbon, de 1955 à 1958). Des évolutions plus régulières ne seront possibles que si une coordination à l'échelle mondiale vient s'ajouter à la coordination de la politique économique dans le cadre des Six, ce qui ne sera certainement pas le fait d'un proche avenir. Malgré les grandes fluctuations des importations de la Communauté, nous pouvons constater un phénomène essentiel : la tendance accélérée à l'accroissement des importations de la Communauté en provenance des pays tiers, plus rapide en tous cas que les échanges entre les pays tiers. Sous ce rapport, la Communauté européenne du charbon et de l'acier, tant pour l'importation que pour l'exportation, exerce une influence stimulatrice sur le commerce mondial.

## Résumé

On peut, dans l'ensemble, résumer comme suit cet aperçu économique et statistique :

1. Abstraction faite des conditions structurelles spéciales concernant les mines de houille, la production communautaire accuse une progression rapide, plus rapide en tous cas que dans les autres pays occidentaux.
2. Les échanges intracommunautaires se sont fortement intensifiés, plus fortement que les échanges avec les pays tiers.
3. La fonction de stabilisation conjoncturelle exercée par le marché commun élargi, a doublement joué au cours des dernières années : sur le marché du charbon, on a pu éviter que certaines difficultés d'écoulement apparues sur les marchés nationaux, entraînent un accroissement exagéré des exportations vers les autres pays de la C.E.C.A, sur le marché de l'acier, qui a été marqué par une forte tendance à l'essor, l'accroissement rapide des échanges a exercé, par contre, un effet d'amortissement. Les deux tendances, tant sur le marché communautaire du charbon que sur celui de l'acier, ont été soutenues par une politique de prix adéquate.
4. Une rationalisation des débouchés, dans le cadre de l'intégration, est indéniable. En outre, il a été possible de diminuer les charges de transport par des abaissements de tarifs.
5. En ce qui concerne la production et la consommation de produits miniers et sidérurgiques, on constate une nette tendance à la réduction des différences existant entre les six pays ; l'Italie, qui dans ces domaines marquait un net retard, le rattrape rapidement.
6. Sur le plan social, de nouvelles études ont montré que les différences de niveau dans la consommation des travailleurs du charbon et de l'acier existant entre les six pays sont plus faibles qu'on ne le pense souvent, plus faibles également que les différences concernant la consommation par travailleur existant entre les six économies. De ce fait, le chemin que doit parcourir l'égalisation est beaucoup plus court. D'un autre côté, cependant, on constate d'après l'exemple de l'évolution des revenus réels des travailleurs, qu'une égalisation automatique dans le progrès ne semble pas se produire. Une plus forte coordination des politiques économiques (et, de ce fait, également des politiques sociales) s'impose.
7. Dans les échanges avec les pays tiers, la Communauté accuse un accroissement absolu et relatif des exportations et des importations. La Communauté n'est donc pas devenue un territoire où se manifestent de nuisibles tendances à l'autarcie, mais un centre d'activation des échanges entre tous les pays du monde.

